

Controlling des achats Set de reporting pour l'année 2020

Administration fédérale



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des finances DFF

État: 27.08.2021

Données: 27.04.2021

Table des matières

1	Résumé exécutif.....	3
2	Instruments du controlling des achats.....	5
2.1	Exhaustivité des données.....	5
2.2	Renvoi au rapport annuel commun des services d'achat centraux et à la stratégie en matière d'acquisitions 2021-2030 adoptée par le Conseil fédéral le 28 octobre 2020	6
2.3	Comparabilité de la StatPA et du compte d'État	6
2.4	Interlocuteur	6
3	Résultats	7
3.1	Évaluations globales par département.....	7
3.2	Compétence des services d'achat centraux en vertu de l'Org-OMP.....	9
3.3	Domaines et catégories d'acquisitions	11
3.4	Procédure de validation	12
3.4.1	Adjudications dépassant le seuil OMC selon la procédure utilisée	12
3.4.2	Adjudications de gré à gré dépassant le seuil OMC: assurance qualité	13
3.4.3	Volume des contrats selon la procédure d'adjudication, comparaison pluriannuelle ..	14
3.5	Analyse portant sur les fournisseurs	15
3.5.1	Les cinq fournisseurs principaux sur le plan du chiffre d'affaires par domaine d'acquisition	15
3.5.2	Répartition géographique des fournisseurs	17
3.5.3	Éléments frappants concernant les marchés subséquents de 2016 à 2019.....	18
3.6	Achats durables.....	19
3.6.1	Aspects économiques des achats durables	20
3.6.2	Aspects sociaux des achats durables.....	20
3.6.3	Aspects écologiques des achats durables.....	20
4	Controlling des mesures	21
5	Mesures.....	22
6	Annexe 1: Évaluations détaillées	23
7	Annexe 2: Liste des abréviations.....	52

1 Résumé exécutif

Le set de reporting annuel de l'administration fédérale centrale sur le controlling des achats fournit des indicateurs relatifs aux acquisitions à l'échelle de l'administration fédérale. Ceux-ci servent de base pour l'émission de recommandations de mesures propres à garantir la régularité et la durabilité des achats.

L'établissement du présent rapport sur le controlling des achats repose sur l'ordonnance sur l'organisation des marchés publics de l'administration fédérale (Org-OMP).

Un rapport sur le sujet est présenté chaque année au Conseil fédéral depuis 2012 et à la Délégation des finances des Chambres fédérales (DéFin) depuis 2014.

En 2020, l'administration fédérale centrale a effectué des paiements à hauteur de 7,16 milliards de francs pour des acquisitions. Les services d'achat centraux de la Confédération – l'Office fédéral de l'armement (armasuisse), l'Office fédéral des routes (OFROU), l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL) et la Centrale des voyages de la Confédération (CVC) en coordonnent ou exécutent directement 6,37 milliards (89 %). Plus de deux tiers des 40 principaux fournisseurs en termes de chiffres d'affaires opèrent dans le secteur de l'armement, de la construction ou de l'informatique, soit des domaines qui relèvent de la compétence des services d'achat centraux. L'activité d'acquisition des services d'achat centraux est présentée plus en détail dans leur rapport annuel commun¹.

Les acquisitions dépassant le seuil OMC ont lieu selon une procédure ouverte ou sélective, éventuellement aussi selon la procédure de gré à gré, sous certaines conditions. Le DDPS connaît en outre la procédure sur invitation pour les équipements militaires. En deçà du seuil OMC, seules les procédures sur invitation ou de gré à gré sont appliquées.

Au total, l'administration fédérale a procédé en 2020 à 1321 adjudications d'une valeur supérieure au seuil OMC, pour un volume de 8,11 milliards de francs. Quelque 51,6 % du volume (4,18 milliards de francs) ont été adjugés dans le cadre de procédures de concours (procédure ouverte, sélective ou sur invitation). Les adjudications sont fonction de la demande et peuvent avoir lieu périodiquement, car elles portent souvent sur plusieurs années.

La pandémie de COVID-19 a eu les effets suivants sur les indicateurs relatifs aux acquisitions:

- Dans des situations de danger ou d'urgence, la procédure d'adjudication peut exceptionnellement être accélérée et simplifiée. Le droit des marchés publics prévoit à cet effet deux articles d'exception²:

Dérogation au droit des marchés publics lorsque la protection de la santé et de la vie de personnes, d'animaux ou de plantes l'exige (cf. art. 3, al. 2, let. b, LMP). Si en 2019, cet article d'exception avait été invoqué pour 3 millions du volume des contrats adjugés de gré à gré, le montant correspondant a bondi en 2020 à 424 millions de francs.

Adjudication directe pour cause d'urgence, en raison d'événements imprévisibles (cf. art. 13, al. 1, let. d, OMP). Le volume des contrats adjugés de gré à gré a augmenté ici de 54 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (de 21 à 75 millions de francs).

- Le recours à ces deux articles d'exception explique dans une large mesure l'augmentation des adjudications de gré à gré dont la valeur est supérieure au seuil OMC. Le volume d'adjudications de gré à gré a enregistré, en comparaison de l'exercice 2019, une hausse de 23 points de pourcentage par rapport au volume total des adjudications dépassant le seuil OMC (de 2,22 à 3,92 milliards de francs).

¹ Le rapport est publié sur le site de la CA: <https://www.bkb.admin.ch/bkb/fr/home/bkb/gemeinsamer-jahresbericht.html>

² Les articles de loi cités dans le présent rapport concernant l'exercice 2020 se réfèrent à la loi fédérale du 16 décembre 1994 sur les marchés publics (LMP) et à l'ordonnance du 11 décembre 1995 sur les marchés publics (OMP), toutes deux abrogées. Ces bases légales ont été révisées et leur nouvelle version est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

- Les prestations répondant à un besoin urgent comprenaient, par exemple, des produits médicaux et pharmaceutiques ou des médicaments, des biens et des services garantissant l'ordre public et l'approvisionnement du pays, des services visant au maintien des établissements revêtant une importance systémique, des équipements informatiques et des moyens de télécommunication ou services associés utiles au fonctionnement des unités administratives (par ex. à l'organisation du télétravail). La hausse sur un an des paiements effectués pour des acquisitions est frappante dans la catégorie suivante:
 - Produits médicaux et pharmaceutiques: 614 millions (hausse de 580 millions)
- 5 nouvelles entreprises actives dans la lutte contre la pandémie sont à mentionner parmi les 40 fournisseurs principaux en 2020 sur le plan du chiffre d'affaires :
 - Moderna Switzerland GmbH / Moderna Inc. (doses de vaccin)
 - Hamilton Bonaduz AG (respirateurs)
 - Swisssiam Trading Co. Ltd. (masques d'hygiène et vêtements de protection)
 - Anel AG (masques d'hygiène et de protection respiratoire)
 - MJ Steps GmbH (masques d'hygiène)

2 Instruments du controlling des achats

La cohérence des données depuis l'adjudication jusqu'au paiement est vérifiée dans le cadre du controlling des achats (cf. annexe 6.1). Le controlling des achats au niveau de la Confédération s'appuie sur les trois instruments suivants:

- la statistique des paiements effectués pour des acquisitions (StatPA), qui regroupe tous les paiements pertinents au regard du droit des marchés publics;
- la gestion des contrats de l'administration fédérale (GCo adm. féd.), en tant que base de données pour les contrats ou les commandes et toutes les adjudications dépassant le seuil OMC³;
- le monitoring de la durabilité des achats (MDA), qui contient des informations sur des critères écologiques, sociaux et économiques pour des appels d'offres donnés.

2.1 Exhaustivité des données

Les trois instruments du controlling des achats ont été mis en place dans tous les départements ainsi que dans les unités organisationnelles des Services du Parlement, du Conseil fédéral et de la Chancellerie fédérale.

Les contrats relatifs aux projets de routes nationales de l'OFROU ne sont toutefois pas encore pris en compte dans la gestion des contrats. L'outil de gestion des coûts de construction Tdcost sera remplacé en 2022. La nouvelle solution offrira à l'OFROU une base de données complètes et consolidables pour le controlling des achats⁴.

Rapport entre les paiements effectués pour des acquisitions et les contrats/commandes

En 2020, 65 % des paiements effectués pour des acquisitions étaient reliés à une commande dans la GCo adm. féd. (- 3 points de pourcentage par rapport à l'année précédente). Si l'on fait abstraction des quelque 1,65 milliard de francs dépensés par l'OFROU pour des acquisitions destinées à la construction de routes nationales, cette valeur passe à 84 % (- 8 points de pourcentage par rapport à 2019). Le recul est directement lié à l'augmentation des activités liées aux acquisitions de la Pharmacie de l'armée, dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Dans le passé, le processus de commande et les processus financiers de la Pharmacie de l'armée dépendaient de deux systèmes SAP distincts. D'où l'absence de tout lien direct, pour certaines opérations, entre les paiements effectués pour des acquisitions et les commandes (systèmes StatPA et SAP MM). Depuis le début de 2021, le système SAP de la Pharmacie de l'armée est toutefois intégré dans celui du groupement de la Défense. Les autres paiements non référencés sont dus pour la plupart à de petites acquisitions de moins de 5000 francs. L'inscription des acquisitions dans la GCo adm. féd. n'est obligatoire qu'à partir d'un tel montant. Cet aspect de l'exhaustivité des données a en outre donné lieu à une mesure définie en 2018 (cf. annexe 6.9.2).

Rapport entre les contrats dépassant le seuil OMC et les adjudications

En 2018, seuls 31 % des contrats dépassant le seuil OMC étaient reliés à une adjudication dans le système GCo adm. féd. Une mesure visant à promouvoir l'exhaustivité des données

³ La gestion des contrats de l'administration fédérale (GCo adm. féd.) comprend plusieurs modules. Les adjudications dépassant le seuil OMC sont enregistrées dans le module Documentation des adjudications ou Gestion des adjudications.

⁴ Comme l'indique le sixième rapport sur les marchés publics de l'OFROU, cet office dispose de sa propre base de données: <https://www.astra.admin.ch/astra/fr/home/l-ofrou/organisation/beschaffungswesen.html>. Le présent rapport n'inclut pas les données relatives aux contrats de l'OFROU. En revanche, l'OFROU saisit également dans la GCo adm. féd. les adjudications dépassant le seuil OMC, qui sont par conséquent prises en compte dans le présent rapport.

dans ce domaine a été définie en 2019⁵. Ainsi, la Chancellerie fédérale et les départements – excepté le DEFR – ont été invités à augmenter à plus de 95 % le rapport entre les adjudications et les contrats dans l'application jusqu'au 31 décembre 2022 (cf. annexe 6.9.2).

Cet objectif a été atteint pour la première fois en 2020, où la valeur totale avoisine 98 % (cf. annexe 6.1.1). Les collaborateurs sont ponctuellement sensibilisés à l'importance de cette activité, afin que la quote-part correspondante demeure élevée.

2.2 Renvoi au rapport annuel commun des services d'achat centraux et à la stratégie en matière d'acquisitions 2021-2030 adoptée par le Conseil fédéral le 28 octobre 2020

Le premier rapport annuel commun des services d'achat centraux de la Confédération sur leurs marchés publics a été publié le 20 septembre 2019. Cette publication fait écho à une recommandation de la DéFin du 12 décembre 2017. Le rapport favorise la transparence et la compréhension pour les marchés publics passés par armasuisse, l'OFROU, l'OFCL et la CVC.

Comme l'année précédente, les analyses figurant dans le troisième rapport annuel commun ainsi que le présent rapport se fondent sur les mêmes données (hors CVC). Les analyses du rapport annuel n'incluent toutefois que les acquisitions qui relèvent de la compétence des services d'achat centraux et le présent rapport englobe aussi les acquisitions relevant de la compétence décentralisée des services demandeurs.

Les deux rapports ont été publiés simultanément, le 17 septembre 2021, sur le site de la Conférence des achats de la Confédération (CA).

Un renvoi s'impose également à la stratégie de l'administration fédérale en matière d'acquisitions – stratégie de mise en œuvre concernant la révision totale du droit des marchés publics pour la période stratégique 2021 – 2030, adoptée le 28 octobre 2020. Le Conseil fédéral y définit comme axe stratégique une réforme des rapports sur les marchés publics, dans le but de limiter et regrouper les différents rapports et instruments existants. Les rapports à établir seront donc progressivement adaptés⁶.

2.3 Comparabilité de la StatPA et du compte d'État

La statistique des paiements effectués pour des acquisitions (StatPA) et le compte d'État présentent des différences, dues au fait que leurs données ne sont pas collectées selon les mêmes principes. La StatPA ne porte que sur les flux financiers liés aux acquisitions, c'est-à-dire les montants que l'administration fédérale centrale a effectivement versés à ses fournisseurs au cours d'une année civile pour des prestations commerciales. Contrairement au compte d'État, la StatPA ne fait pas la distinction entre les paiements relatifs à des investissements et les dépenses courantes; elle ne tient pas davantage compte des amortissements ni des délimitations périodiques selon les règles de la «comptabilité commerciale».

2.4 Interlocuteur

Les départements, la ChF et les unités administratives correspondantes restent propriétaires des données. L'OFCL est chargé de répondre aux questions. La ChF assure la coordination pour les demandes relevant de la loi sur la transparence (LTrans) qui concernent plusieurs départements à la fois.

⁵ Au DEFR, cette valeur se situe déjà à 100 %, car un projet doit être créé au préalable dans le module Gestion des adjudications pour chaque contrat. Le module Gestion des adjudications est déjà appliqué au DEFR, au CSI-DFJP et à l'OFPER.

⁶ Voir aussi ch. 6.3.6, page 14, de la stratégie de l'administration fédérale en matière d'acquisitions publiée sur le site de la CA: <https://www.bkb.admin.ch/bkb/fr/home/bkb/strategien.html>

3 Résultats

Les résultats sont présentés par domaine thématique:

- le chapitre 3.1 fournit une première vue d'ensemble;
- le chapitre 3.2 met l'accent sur les compétences des services d'achat centraux et sur les délégations qu'ils ont octroyées;
- le chapitre 3.3 classe les acquisitions de l'administration fédérale par domaine;
- le chapitre 3.4 porte plus particulièrement sur la procédure d'adjudication de gré à gré;
- le chapitre 3.5 analyse la structure des fournisseurs (par ex. répartition géographique);
- le chapitre 3.6 est consacré à la durabilité des achats.

3.1 Évaluations globales par département

Adjudications de marchés d'une valeur supérieure au seuil OMC

En 2020, les quelque 1321 adjudications dépassant le seuil OMC représentaient un volume total de 8,11 milliards. Elles se répartissent comme suit entre les départements:

- DDPS: 3,93 milliards de francs (513 adjudications)
- DFF: 2,11 milliards de francs (221 adjudications)
- DETEC: 1,71 milliard de francs (423 adjudications)
- autres départements (DFAE, DFI, DFJP, DEFR, PARL, CF et ChF): 0,35 milliard (164 adjudications)

Le nombre d'adjudications dépassant le seuil OMC a augmenté de 7 % par rapport à l'année précédente (+ 90). Leur volume s'est contracté de 0,52 milliard. Les adjudications de gré à gré dépassant le seuil OMC représentent 48 % du volume total; leur part a augmenté par rapport à l'année précédente (+ 23 points). Les comparaisons d'une année à l'autre peuvent présenter d'importantes fluctuations, car ce type d'acquisition dure en général longtemps et comprend des options. La hausse des adjudications de gré à gré est due aux activités liées aux acquisitions du DDPS. Outre quelques gros achats d'armes réalisés en 2020, les adjudications liées à la pandémie de COVID-19 ont pesé dans la balance.

Contrats, indépendamment du seuil OMC

Des contrats peuvent être conclus à l'issue d'une adjudication. En 2020, 160 760 nouveaux contrats ou commandes ont vu le jour. Ils ne se rapportent pas uniquement aux adjudications dépassant le seuil OMC, mais de manière générale à toutes les adjudications, indépendamment de la valeur du marché. Ces contrats peuvent en outre porter sur des adjudications remontant à plusieurs années. Les contrats relatifs aux projets de routes nationales de l'OFROU ne sont pas comptabilisés ici. La répartition entre les départements est la suivante:

- DDPS: 3,87 milliards (90 256 contrats/commandes)
- DFF: 1,44 milliard (54 420 contrats/commandes)
- autres départements (DFAE, DFI, DFJP, DEFR, PARL, CF et ChF): 2,02 milliards (16 084 contrats)

Nombre de ces contrats et commandes se trouvent directement liés à un contrat-cadre enregistré dans le système GCo adm. féd. (par ex. commandes d'articles destinés au stock ou livrés directement à des tiers). La part de ces cas se situe à 81 % en termes de volume.

Le volume des contrats a augmenté de 2,96 milliards par rapport à l'année précédente, en raison là encore des acquisitions liées à la pandémie de COVID-19 et de quelques gros achats. Ni le volume des adjudications ni celui des contrats n'évoluent de manière linéaire au fil du

temps. Les comparaisons d'une année à l'autre peuvent présenter d'importantes fluctuations en raison d'adjudications importantes ou de contrats périodiques.

Les 87 % des contrats et des commandes ont une durée inférieure à un an. Ils ne représentent toutefois que 24 % du volume total des contrats. Les 13 % restants ont une durée supérieure à un an (76 % du volume des contrats).

Paiements effectués pour des acquisitions

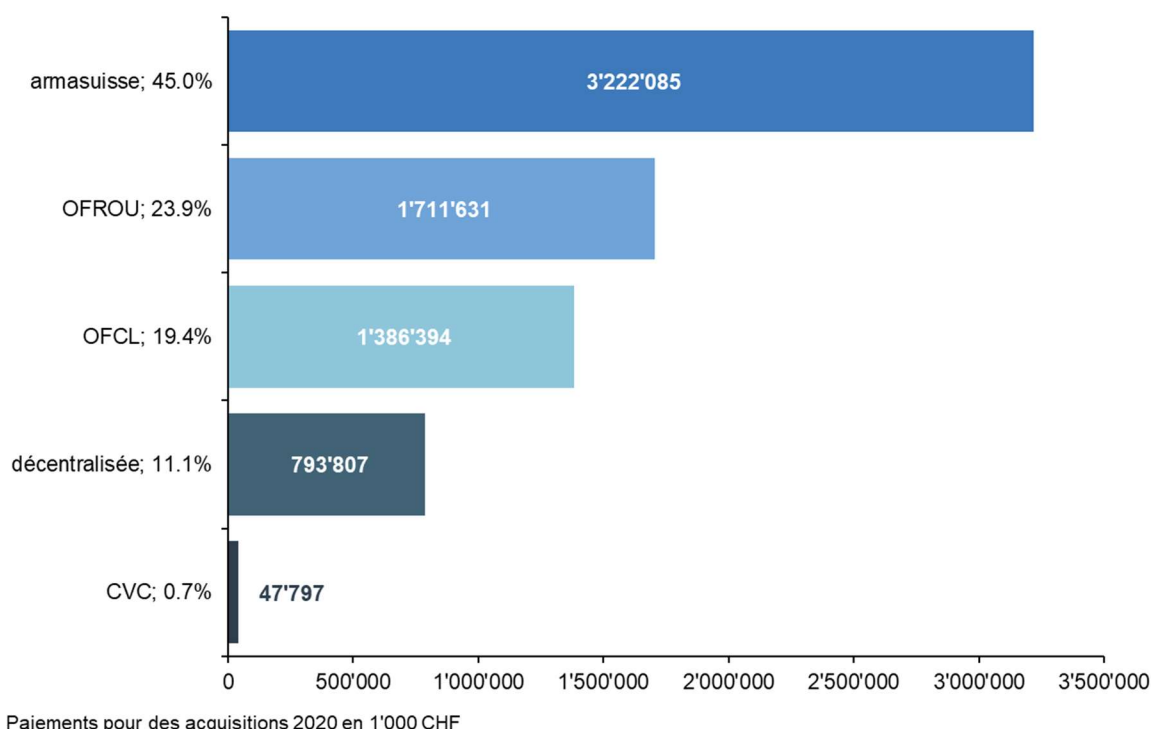
Le montant des paiements effectués en 2020 s'est établi à 7,16 milliards, soit 1,05 milliard de plus que l'année précédente. Le montant des paiements effectués par l'administration fédérale en 2020 pour des acquisitions se répartit entre les différents départements comme suit:

- DDPS: 3,56 milliards;
- DETEC: 1,89 milliard;
- DFF: 0,93 milliard;
- autres départements (DFAE, DFI, DFJP, DEFRI, PARL, CF et ChF): 0,79 milliard

Les principaux services d'achat centraux, à savoir armasuisse (DDPS), l'OFROU (DETEC) et l'OFCL (DFF), sont rattachés aux départements qui affichent les principaux paiements pour des acquisitions. En ce qui concerne le DDPS, ces paiements ont augmenté de 910 millions de francs. Plus de la moitié de cette augmentation tient à l'acquisition par la Pharmacie de l'armée (DDPS) de produits médicaux ou pharmaceutiques et de médicaments. Outre ces acquisitions extraordinaires et d'autres encore liées à la pandémie de COVID-19, les dépenses d'armement, celles liées aux routes nationales et celles liées à l'informatique sont en légère hausse.

3.2 Compétence des services d'achat centraux en vertu de l'Org-OMP

Les paiements effectués pour des acquisitions sont affectés aux quelque 60 catégories d'acquisitions en fonction de la compétence définie dans l'Org-OMP et à l'annexe 1 des directives concernant le controlling des achats⁷. Le diagramme ci-dessous expose la compétence en vertu de l'annexe 1 susmentionnée, indépendamment de l'unité administrative qui a réglé les factures.



Un tableau détaillé par département figure à l'annexe 6.3.1. Près de 89 % des paiements de l'administration fédérale (6,37 milliards) ont été effectués par les quatre services d'achat centraux pour des acquisitions qui, selon l'Org-OMP, relèvent de leur compétence:

- armasuisse a effectué 45,0 % des paiements pour des denrées alimentaires, des textiles, du carburant, du matériel militaire, des produits médicaux et pharmaceutiques, des véhicules à moteur, des services de transport, des biens et services de sport, des équipements informatiques et des moyens de télécommunication pour l'armée et des constructions militaires;
- l'OFROU a exécuté 23,9 % des paiements pour la construction de routes nationales;
- l'OFCL a réalisé 19,4 % des paiements pour des publications, des médias électroniques, de la bureautique, des techniques de photocopie, des équipements de bureau et d'aménagement des locaux, du matériel de bureau, des services postaux, des équipements informatiques et des moyens de télécommunication pour le domaine civil, des services informatiques et des constructions civiles;
- la CVC a opéré 0,7 % des paiements pour les voyages d'affaires de la Confédération⁸.

⁷ Les [directives concernant le controlling des achats](#) sont publiées sur le portail des achats de l'administration fédérale.

⁸ En 2020, la CVC a acquis de manière centralisée des vols en Europe et dans le monde entier, des trajets en train internationaux, des nuits d'hôtel, des locations de voiture et d'autres prestations de voyage pour un montant total de 9,9 millions de francs (- 21,7 millions par rapport à 2019). Outre les effets marqués dus au COVID-19, l'adoption en 2019 du train de mesures sur le climat et du plan d'action «Voyages en avion» s'est traduite par une diminution des voyages de service et des voyages en avion.

Enfin, 11 % des paiements concernent des catégories d'acquisitions qui relèvent de la compétence de services demandeurs décentralisés.

Les services d'achat centraux ont la possibilité de déléguer des compétences d'acquisition par le biais de conventions écrites. Ils l'ont fait en 2020 dans 132 cas (dont 61 pour armasuisse et 68 pour l'OFCL). Le nombre de délégations a très faiblement augmenté sur un an (+ 1). Huit délégations sont arrivées à échéance chez armasuisse en 2019, et huit également en 2020. À l'OFCL, ces chiffres sont respectivement de cinq et six (voir l'évaluation détaillée de l'annexe 6.3.2).

En cas de délégations de compétences d'acquisition, les services d'achat centraux vérifient que les conditions requises à ce titre sont remplies (cf. art. 13 Org-OMP). Le délégataire doit disposer de solides connaissances en matière de marchés publics et prouver qu'une acquisition centralisée n'est pas opportune. Ces vérifications ont eu lieu sous une forme standardisée entre décembre 2020 et janvier 2021 auprès de tous les délégataires. Dans ce cadre, les services demandeurs ont confirmé par une déclaration ad hoc que toutes les délégations remplissaient les conditions mentionnées et que les modalités convenues étaient respectées.

Il existe trois types de délégations:

1. Délégation pour des acquisitions d'une valeur inférieure à la valeur seuil

Sur les 132 délégations de l'année 2020, 62 règlent l'acquisition à titre durable de biens (cf. délégation spéciale ci-dessous) et de services jusqu'à la valeur seuil fixée pour les appels d'offres publics.

2. Délégation liée à un projet d'acquisition spécifique

Sur les 132 délégations de l'année 2020, 67 règlent des acquisitions de durée limitée de biens et de services en lien avec un projet spécifique.

En lien avec les deux premiers types de délégations, le service d'achat central OFCL a délégué en 2020 un volume d'acquisition de quelque 134 millions de francs, soit l'équivalent de 10 % des paiements effectués pour des acquisitions dans son domaine de compétence. Le service d'achat central armasuisse a délégué en 2020 environ 188 millions de francs, ce qui représente une part de 6 % du volume concerné.

3. Délégations spéciales

Les délégations spéciales règlent l'acquisition à titre durable de biens et de services, indépendamment des valeurs seuil. Contrairement aux deux premiers types de délégation accordés par les services d'achat centraux armasuisse et OFCL, les délégations spéciales relèvent de la CA. Cette dernière, d'une part, dispose de trois délégations spéciales dans le domaine de la sécurité et, d'autre part, a créé par le biais de délégations spéciales les solutions transitoires suivantes:

- a) Les services d'achat centraux armasuisse et OFCL sont autorisés à octroyer des délégations pour des acquisitions d'une valeur inférieure à 5000 francs hors TVA («acquisitions en petites quantités»). Cette réglementation ne s'applique pas aux biens et aux services qui figurent dans l'assortiment ou le catalogue d'un service d'achat central ou qui peuvent être obtenus grâce à un contrat-cadre;
- b) Les services d'achat centraux armasuisse et OFCL sont autorisés à octroyer des délégations pour l'acquisition de biens et de services à partir de 5000 francs et jusqu'à une valeur seuil actuellement fixée à 230 000 francs hors TVA («acquisitions inférieures au seuil»). Sur les 61 délégations d'armasuisse, 18 sont basées sur cette autorisation, et il en va de même pour deux des 68 délégations de l'OFCL.
- c) La Pharmacie de l'armée est autorisée à acquérir des produits médicaux et pharmaceutiques au sens de l'annexe 1, ch. 5, Org-OMP. D'après l'Org-OMP, ce

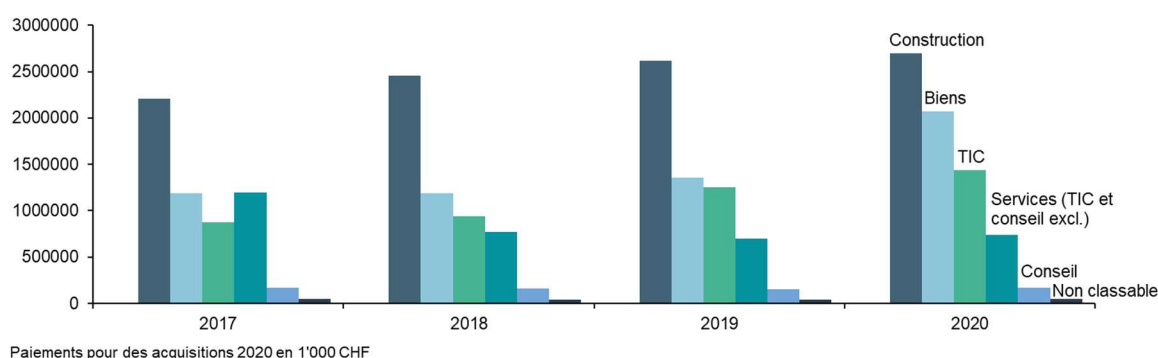
domaine est attribué à armasuisse, bien que la Pharmacie de l'armée soit compétente en la matière en tant que service d'achat spécialisé.

3.3 Domaines et catégories d'acquisitions

Le domaine «Construction» englobe le génie civil et la construction. Trois services d'achat centraux, principalement, sont compétents en la matière: l'OFROU pour la construction des routes nationales, l'OFCL pour les constructions civiles et armasuisse pour les constructions militaires. L'administration fédérale s'est acquittée, avec 2,70 milliards de francs, de 38 % du montant total des paiements effectués en 2020 dans ce domaine.

La part des paiements effectués dans le domaine des biens a progressé de sept points par rapport à l'année précédente et se situe à 29 % des paiements liés à des acquisitions, soit 2,07 milliards. Cette hausse tient essentiellement à l'augmentation des paiements effectués pour des achats dans la catégorie «Produits médicaux et pharmaceutiques».

Dans le domaine de l'informatique, les paiements effectués pour des acquisitions oscillent autour de 1,44 milliard (20 %). Le domaine d'acquisition des services (hors informatique et conseil) s'établit en 2020 à 0,74 milliard (10 %), et celui du conseil à 0,17 milliard de francs (2 %). Les paiements effectués pour des acquisitions non classables dans une catégorie se montent depuis quatre ans à moins de 1 %.



Les évaluations détaillées des différentes catégories d'acquisitions et les analyses correspondantes reposant sur la base de données des contrats figurent à l'annexe 6.4.

3.4 Procédure de validation

En vertu de la LMP et de l'OMP, les procédures suivantes s'appliquent à l'adjudication des marchés publics: procédure ouverte, procédure sélective, procédure de gré à gré et procédure sur invitation. Le chapitre 3.4.1 en donne un aperçu pour les adjudications dépassant le seuil OMC. Une adjudication peut se traduire par un ou plusieurs contrats ou commandes. Les contrats permettent d'obtenir des engagements concrets. Le chapitre 3.4.3 analyse les procédures d'adjudication des contrats ayant commencé en 2020. De tels contrats peuvent se rapporter à des adjudications antérieures de plusieurs années. Lors d'une procédure de gré à gré, le marché est directement attribué à un soumissionnaire. Certaines conditions doivent être remplies à cet effet: le chapitre 3.4.2 revient sur ces conditions et renseigne sur l'assurance qualité des adjudications de gré à gré qui dépassent le seuil OMC.

3.4.1 Adjudications dépassant le seuil OMC selon la procédure utilisée

Toutes les adjudications dont le montant dépasse le seuil OMC sont saisies dans les systèmes Documentation des adjudications ou Gestion des adjudications, qui font partie intégrante de la GCo adm. féd. Les valeurs seuils OMC (hors TVA) suivantes sont actuellement déterminantes en matière de marchés publics:

- Biens et services: 230 000 francs;
- Travaux de construction: 8 700 000 francs.

En 2020, 1321 adjudications représentant un volume de 8,11 milliards ont dépassé le seuil OMC. Ce volume est réparti comme suit entre les différentes procédures d'adjudication:

- 610 marchés supérieurs au seuil OMC adjugés de gré à gré: 3,92 milliards
- 639 marchés supérieurs au seuil OMC adjugés par procédure ouverte: 3,76 milliards
- 49 marchés supérieurs au seuil OMC adjugés par procédure sur invitation⁹: 0,31 milliard
- 23 marchés supérieurs au seuil OMC adjugés par procédure sélective: 0,11 milliard

Le nombre des adjudications dépassant le seuil OMC a augmenté par rapport à l'année précédente (+ 90), alors que leur volume se contractait de 0,52 milliard. Trois facteurs doivent être pris en compte lors de toute comparaison des variations annuelles:

- Les adjudications sont fonction de la demande, à l'instar des prestations de lutte contre la pandémie de COVID-19.
- Les adjudications portant sur des volumes élevés portent généralement sur plusieurs années. Selon la date d'adjudication, il peut en résulter des fluctuations dans les observations annuelles.
- Acquisitions couvrant la totalité du cycle de vie: les coûts du cycle de vie comprennent les coûts d'acquisition, les coûts d'exploitation et d'entretien ainsi que les coûts d'élimination. Dans de nombreuses procédures d'achat de biens ou de services de construction, les frais d'exploitation et d'entretien peuvent représenter un multiple des coûts d'acquisition.

52 % des marchés d'un montant supérieur au seuil OMC, soit 4,18 milliards de francs, ont été adjugés selon une procédure de concours (ouverte, sélective ou sur invitation). Cette valeur s'inscrivait à 74 % l'année précédente.

Le nombre d'adjudications de gré à gré d'une valeur supérieure au seuil OMC a augmenté par rapport à l'année précédente (+ 63). Leur volume a augmenté de 1,71 milliard pour s'établir à 3,92 milliards.

⁹ Les procédures sur invitation relatives au matériel militaire d'une valeur supérieure à la valeur seuil OMC sont menées par le DDPS.

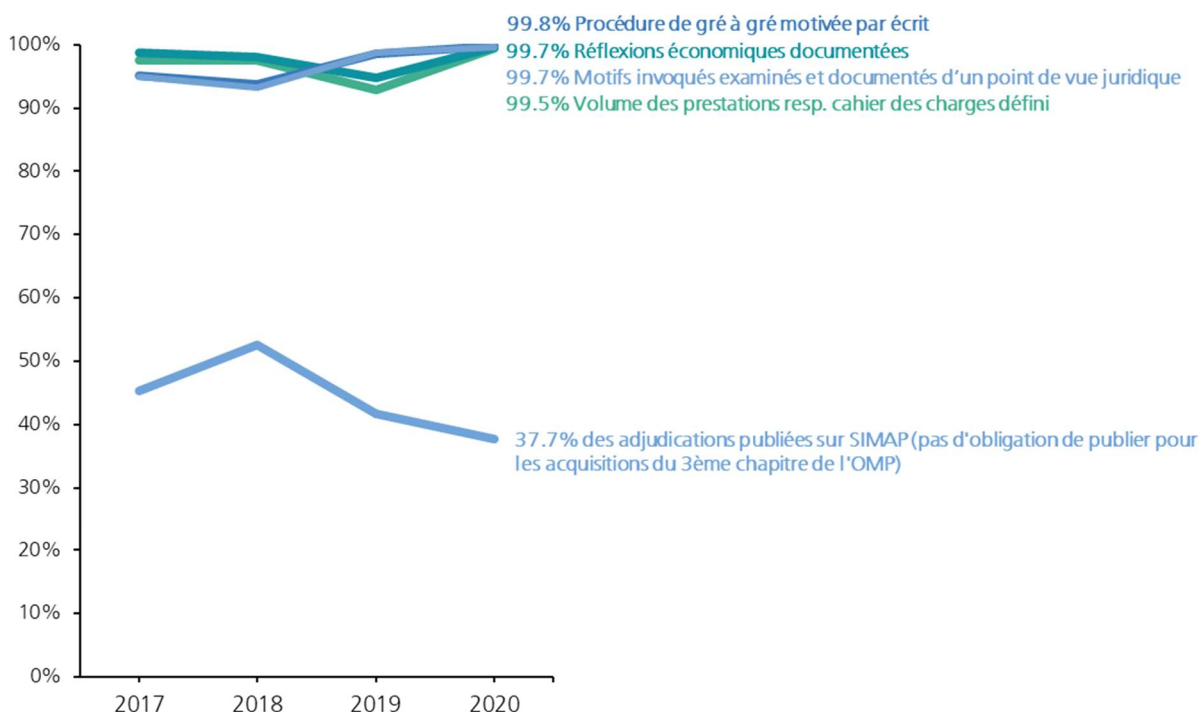
3.4.2 Adjudications de gré à gré dépassant le seuil OMC: assurance qualité

Les commentaires ci-après se rapportent aux 610 adjudications de gré à gré dépassant le seuil OMC qui ont déjà été mentionnées (volume de 3,92 milliards de francs).

En 2020, 230 adjudications de gré à gré ont été publiées sur simap.ch (+ 2 par rapport l'année précédente). Malgré cette légère augmentation, la part des adjudications publiées en relation avec celles de gré à gré dépassant le seuil OMC a reculé de quatre points – de 42 % en 2019 à 38 % en 2020. Les adjudications de gré à gré ne doivent pas toutes être publiées. Il n'y a aucune obligation de publication pour celles qui relèvent du chapitre 3 OMP (autres marchés). Il s'agit, en l'espèce, de services et d'équipements militaires qui ne sont pas répertoriés aux annexes 1 et 1a OMP, comme certains équipements militaires, la location de services, certains mandats de recherche, des prestations ou biens médicaux importants pour la lutte contre la pandémie, ou certaines campagnes ayant un but sociopolitique. Actuellement, 233 adjudications de gré à gré sont indiquées comme ayant été réalisées conformément à la LMP. Les 377 autres relèvent du chapitre 3 OMP.

Les indicateurs concernant l'assurance qualité des adjudications de gré à gré dépassant le seuil OMC présentent toujours un niveau élevé. La valeur affichée dépasse même 99 % pour les quatre critères suivants:

- Des réflexions économiques ont été documentées avant l'adjudication (par ex. calcul des coûts, des avantages et de la rentabilité).
- Le volume des prestations a été défini dans un cahier des charges.
- Les procédures de gré à gré ont été motivées par écrit.
- Les motifs invoqués ont été examinés d'un point de vue juridique et les résultats documentés.



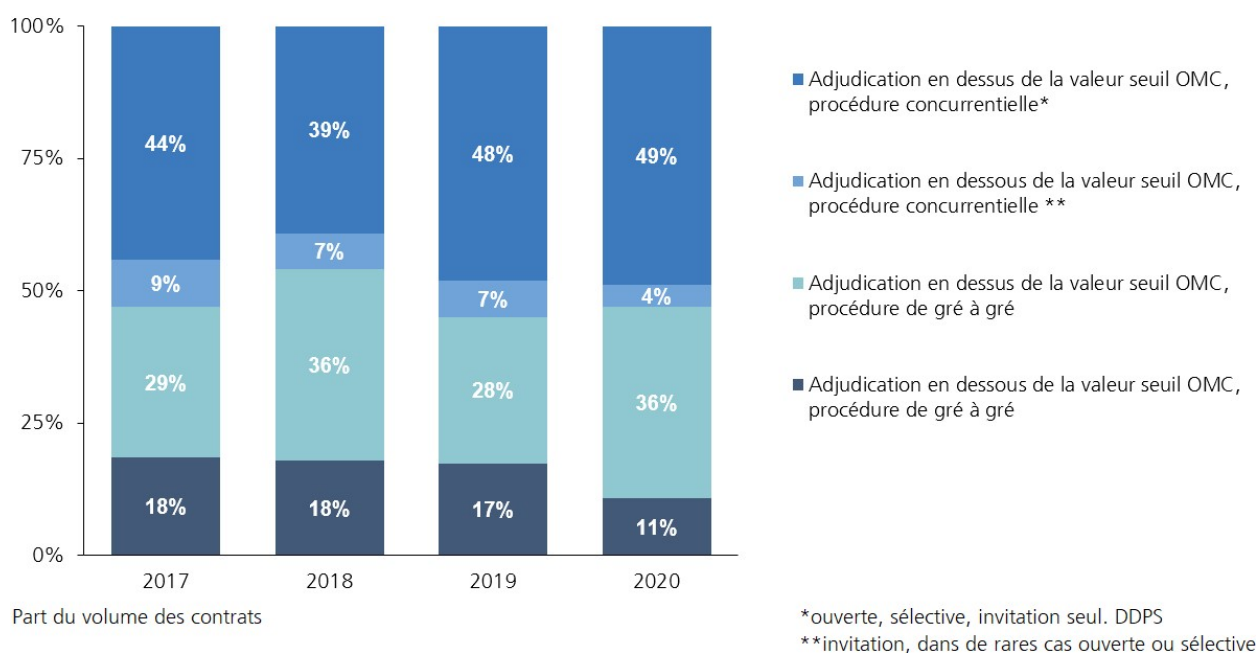
Part de réponses positives au sujet des adjudications en dessus de la valeur seuil OMC

Les évaluations détaillées de l'assurance qualité des adjudications de gré à gré dépassant le seuil OMC figurent à l'annexe 6.5.2.

3.4.3 Volume des contrats selon la procédure d'adjudication, comparaison pluriannuelle

La GCo adm. féd. contient 160 760 contrats ou commandes qui relèvent du droit des marchés publics et ont commencé en 2020. Les engagements contractuels ainsi souscrits s'élèvent à 7,32 milliards de francs. Comme indiqué précédemment, les projets de routes nationales de l'OFROU n'y sont pas comptabilisés.

Si l'on compare la procédure d'adjudication des contrats commençant en 2020 avec celle de leurs homologues des années précédentes, on obtient le résultat suivant:



Comme cette base de données porte sur les contrats, la procédure d'adjudication peut également se référer à des marchés remontant à plusieurs années.

En 2020, 53 % du volume des contrats reposent sur une procédure de concours (ouverte, sélective ou sur invitation). Cette part a diminué de 2 points de pourcentage par rapport à 2017.

Environ 47 % du volume des contrats conclus en 2020 reposent sur une procédure de gré à gré. Le volume découlant d'adjudications de gré à gré dépassant le seuil OMC a augmenté en 2020. La raison tient essentiellement aux mandats attribués de gré à gré dans le cadre de la lutte contre le COVID-19.

L'annexe 6.5.3 comprend des évaluations détaillées à ce sujet.

Les conditions fixées à l'art. 3 LMP et aux art. 13 et 36 OMP s'appliquent lorsqu'un marché est adjudiqué directement, sans lancer d'appel d'offres. Tous seuils confondus, les contrats liés à une adjudication de gré à gré concernent le plus souvent des prestations:

- qui ne peuvent être fournies que par un seul soumissionnaire, en raison des particularités techniques du marché ou pour des motifs relevant du droit de la propriété intellectuelle (selon l'art. 13, al. 1, let. c, OMP; 43 % du volume des contrats adjudgés de gré à gré ou 1,49 milliard de francs) ;
- d'un montant inférieur à 150 000 francs (marchés de construction ou de services selon l'art. 36, al. 2, let. b, OMP; 16 % du volume des contrats adjudgés de gré à gré ou 534 millions de francs); ou
- destinées à remplacer, à compléter ou à accroître des prestations déjà fournies par le soumissionnaire initial (marchés subséquents selon l'art. 13, al. 1, let. f, OMP; 12 % du volume des contrats adjudgés de gré à gré ou 425 millions de francs);

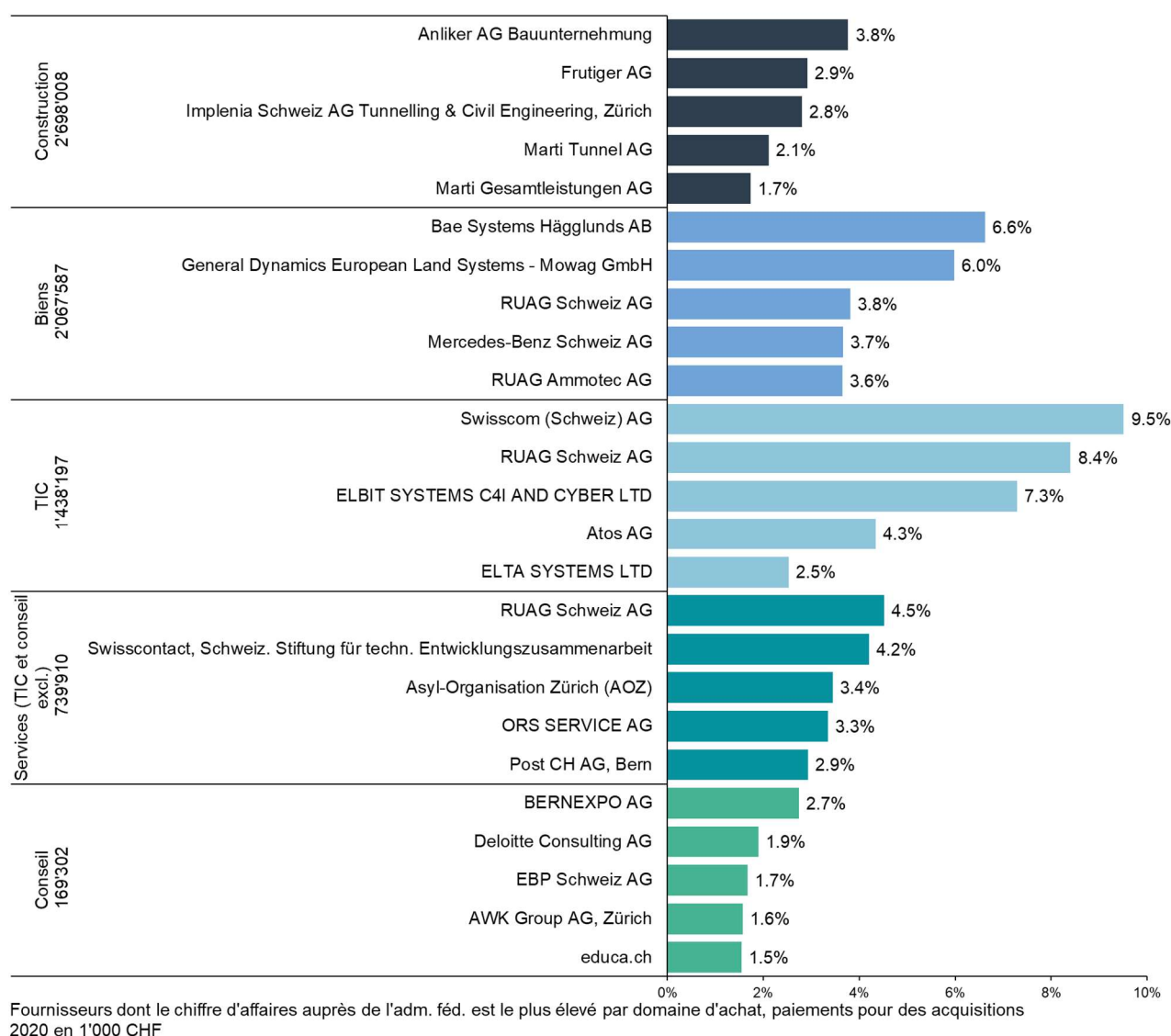
- requis à des fins de protection de la santé et de la vie de personnes, d'animaux ou de plantes (selon l'art. 3, al. 2, let. b, LMP; 12% du volume des contrats ou 424 millions, attribués selon une procédure de gré à gré).

Les 16 % restants du volume des contrats adjugés de gré à gré concernent d'autres motifs prévus par le droit des marchés publics (cf. annexe 6.5.4).

3.5 Analyse portant sur les fournisseurs

3.5.1 Les cinq fournisseurs principaux sur le plan du chiffre d'affaires par domaine d'acquisition

Indépendamment du domaine d'acquisition, les principaux fournisseurs de l'administration fédérale sur le plan du chiffre d'affaires sont surtout des entreprises d'armement et de construction (cf. annexe 6.6).



Dans la construction, les cinq principaux fournisseurs sur le plan du chiffre d'affaires de l'exercice 2020 travaillent principalement pour l'OFROU, dans la construction de routes nationales et de tunnels.

Les fournisseurs indiqués dans le domaine des biens opèrent dans le secteur de l'armement. BAE Systems Hägglunds AB, Mowag GmbH et Mercedes-Benz Schweiz AG livrent des véhicules militaires. Les fournitures de biens de RUAG consistent essentiellement en armes et en munitions.

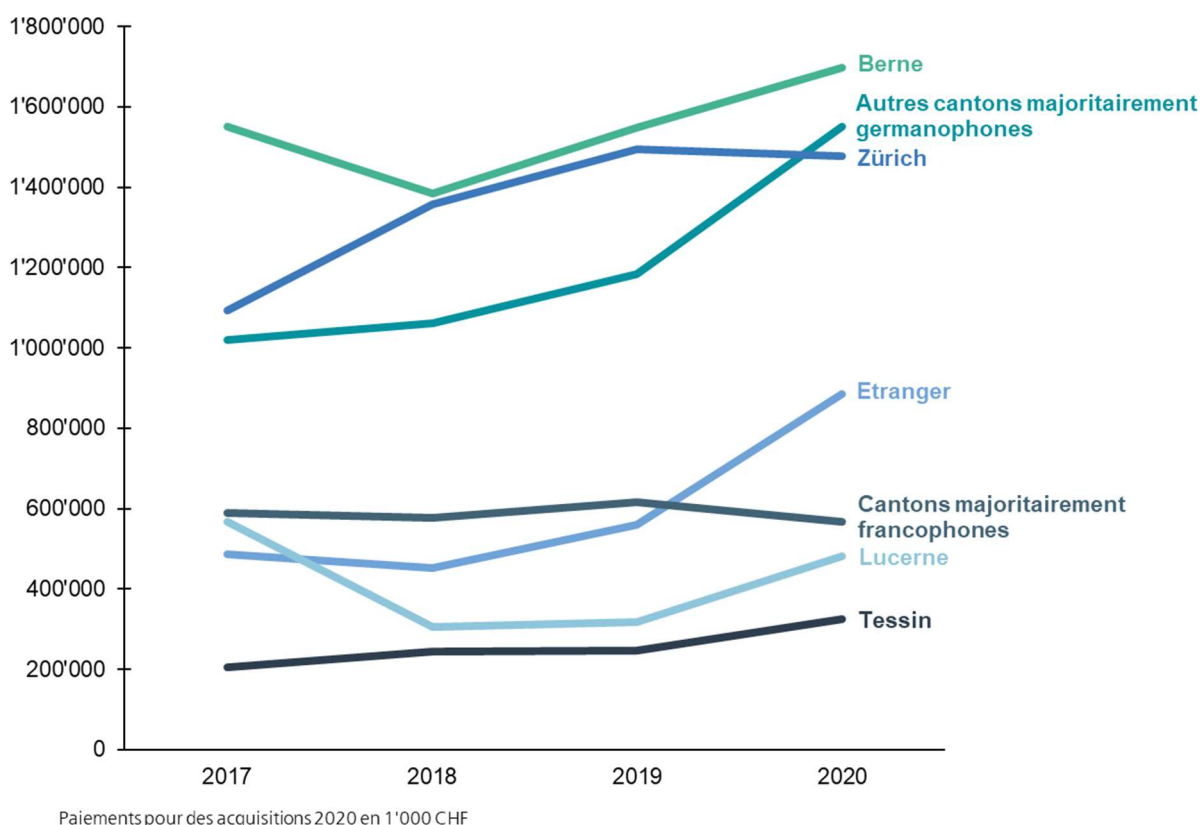
Dans le domaine de l'informatique, la communication de données et la communication vocale, ainsi que l'infrastructure des centres de calcul sont du ressort, pour l'administration civile, de l'Office fédéral de l'informatique (OFIT), et de la Base d'aide au commandement (BAC) dans le domaine militaire. Ces deux prestataires internes recourent à la technologie de communication de Swisscom SA. Les sociétés RUAG, Elbit Systems Ltd. et Elta Systems Ltd. fournissent des moyens informatiques et de télécommunication pour les systèmes de gestion et d'intervention de l'armée, avec les prestations de maintenance correspondantes. La société Atos AG propose différentes prestations à l'administration fédérale militaire et civile (par ex. logiciels, réseaux radio de sécurité ou gestion électronique des affaires [GEVER]). La société Global IT lui fournit principalement des outils informatiques et de télécommunication. La société Mowag GmbH équipe le DDPS de ses véhicules porteurs munis de systèmes de reconnaissance tactile.

Dans le domaine des services (hors conseil et informatique), RUAG assure l'exploitation et la maintenance des biens militaires. La fondation Swisscontact suit des projets de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) dans le cadre de la coopération internationale et les met en œuvre. La société ORS Service SA et l'Asyl-Organisation Zürich (AOZ) assurent des prestations d'assistance dans les centres fédéraux pour requérants d'asile, sur mandat du Secrétariat d'État aux migrations (SEM). Concernant la Poste CH SA, il s'agit de divers services postaux.

Le principal fournisseur dans le domaine du conseil s'est illustré dans la lutte contre le COVID-19: la session extraordinaire du Parlement a vu le jour grâce aux conseils organisationnels de BERNEXPO. Les sociétés Deloitte Consulting AG, EBP Schweiz AG et AWK Group AG soutiennent de leurs prestations de conseil et de leur expertise le service spécialisé de différentes unités administratives. L'agence spécialisée educa.ch exécute des mandats de prestations pour les directeurs cantonaux de l'instruction publique et pour la Confédération (Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation) dans le domaine de l'informatique et de l'éducation.

3.5.2 Répartition géographique des fournisseurs

Les fournisseurs ayant leur siège à différents endroits sont présentés séparément, afin que la répartition géographique des paiements effectués pour des acquisitions puisse être analysée. Dans le cas des entreprises possédant une structure complexe, les paiements ne sont pas considérés dans l'optique du groupe, mais se réfèrent aux succursales concernées. Il est vrai que certaines sociétés centralisent leurs encaissements, auquel cas la répartition géographique de la création de valeur dans l'entreprise ne peut être évaluée ici.



Près de 51 % des paiements effectués pour des acquisitions sont allés à des entreprises établies dans les cantons de Berne (24 %), Zurich (21 %) et Lucerne (7 %). La proportion élevée des paiements destinés aux entreprises bernoises tient en partie à leur implantation à proximité de l'infrastructure de l'administration fédérale. Les paiements relevant du droit des marchés publics effectués aux établissements de RUAG, proches de la Confédération, ont légèrement augmenté. Or ces derniers sont établis dans les cantons de Berne et de Lucerne. La proportion de paiements en faveur d'entreprises zurichoises s'explique par la capacité économique de ce canton.

La part des paiements effectués pour des acquisitions auprès des cantons majoritairement francophones a légèrement diminué par rapport à 2019 et avoisine 8 %.

En 2020, 12 % des paiements effectués pour des acquisitions (886 millions de francs) sont allés à des entreprises établies à l'étranger. Cette hausse est à mettre sur le compte de cinq sociétés. Il s'agit, dans le secteur de l'armement, de BAE Systems Hägglunds AB (Suède), d'Elbit Systems Ltd. et d'Elta Systems Ltd. (Israël), ainsi que de Wescam Inc (Canada). Dans le domaine médical, il convient de citer Swisssiam Trading Co. Ltd. (Thaïlande).

Des évaluations détaillées sur quatre ans de la répartition géographique figurent à l'annexe 6.6.3.

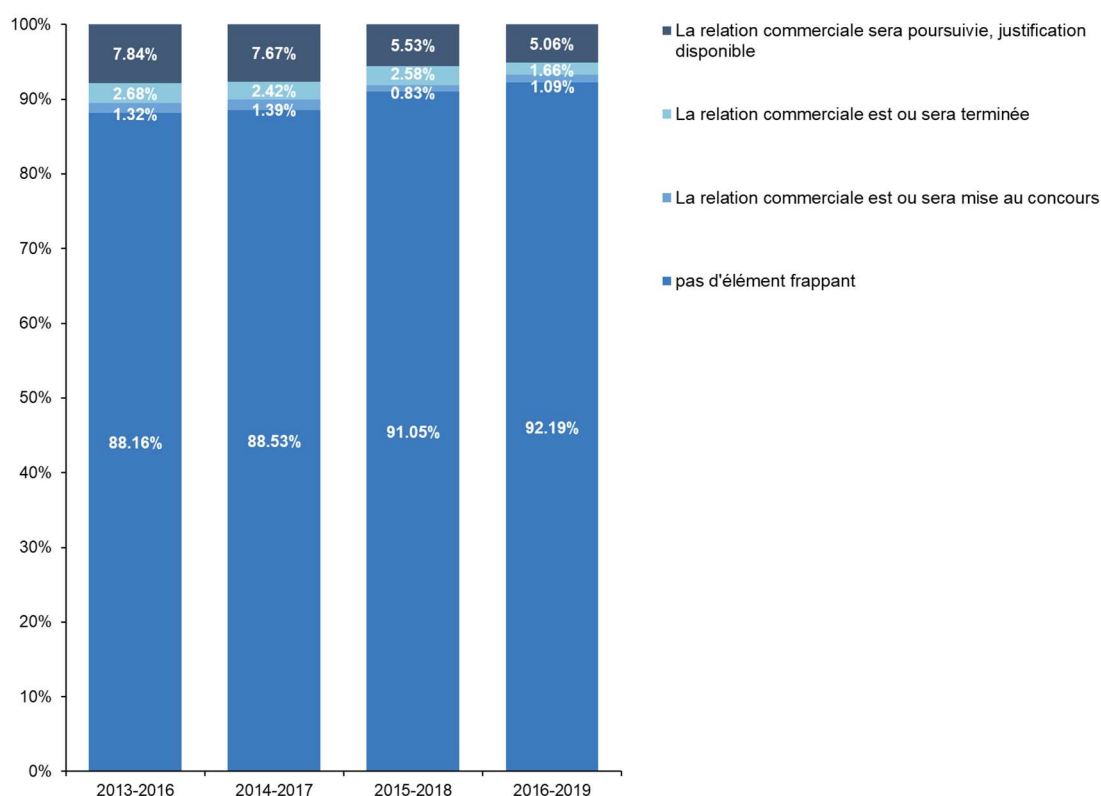
3.5.3 Éléments frappants concernant les marchés subséquents de 2016 à 2019

L'octroi de marchés supplémentaires (marchés subséquents) toujours aux mêmes fournisseurs, excluant ou limitant la concurrence, comporte le risque de voir apparaître des irrégularités. Afin d'identifier d'éventuels risques ou éléments frappants grâce aux instruments du controlling des achats, l'OFCL a établi, pour la catégorie d'acquisitions 18 «Services», une liste des fournisseurs répondant aux quatre critères suivants:

- fournisseurs dont le chiffre d'affaires cumulé des quatre dernières années est égal ou supérieur à 150 000 francs par périmètre comptable;
- fournisseurs ayant dégagé du chiffre d'affaires pendant au moins trois des quatre dernières années;
- fournisseurs ayant réalisé des affaires l'année précédente;
- fournisseurs pour lesquels aucun contrat reposant sur une procédure de concours (ouverte, sélective ou sur invitation) ne figure dans la gestion des contrats en relation avec l'unité administrative concernée.

Les résultats montrent que 92 % des paiements examinés ne répondent pas à ces critères et qu'il n'y a, dès lors, aucun élément frappant. Cette part a augmenté d'environ 1,1 point par rapport à l'analyse des années 2015 à 2018.

Les critères définis ci-dessus sont réunis dans 8 % des paiements examinés. Il s'agit de 377 relations commerciales avec un volume de paiements de quelque 289 millions de francs sur quatre ans. Les unités administratives ou les départements concernés ont justifié les rapports de mandat actuels ou futurs pour les relations commerciales correspondantes:



Part des paiements pour des acquisitions dans la catégorie "18 Services"

La tendance se dégageant des quatre dernières périodes de relevé se révèle positive: les résultats de la rubrique «sans élément frappant» progressent à la fois au niveau du volume de paiements et pour le nombre des relations commerciales concernées.

Les évaluations détaillées des éléments frappants concernant les marchés subséquents figurent à l'annexe 6.7.

3.6 Achats durables

Le monitoring de la durabilité des achats (MDA) donne des informations sur l'état de mise en œuvre des directives et des recommandations en matière de durabilité des achats auprès des services d'achat centraux. Il englobe les groupes de produits dans le domaine des biens et de la construction mentionnés ci-après. Il existe dans ce cadre un grand nombre de guides et de moyens auxiliaires publics¹⁰. À l'exception des prestations de nettoyage, aucun MDA n'est effectué pour les services, car ceux-ci ne sont pas directement liés à un produit spécifique.

Avant toute publication d'adjudication sur simap.ch dans l'un de ces groupes de produits, les acheteurs doivent remplir un questionnaire standardisé relatif aux aspects économiques, sociaux et écologiques du marché (cf. annexe 6.8, extrait de questions). En 2020, le MDA comprenait 425 appels d'offres: 20 dans le domaine des biens et 405 dans le domaine de la construction. Le service spécialisé des marchés publics écologiques de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a été associé à l'analyse.

Groupe de produits	Compétence	Nombre appels d'offres OMC en 2020
Articles en papier et papier d'impression	OFCL	6
Matériel informatique, y c. téléphones mobiles	OFCL	4
Mobilier	OFCL	1
Travaux de nettoyage	OFCL	3
Coton / textiles	armasuisse	5
Véhicules	armasuisse	1
Nettoyants multiusages	armasuisse	-
Construction de bâtiments	armasuisse, OFCL, Conseil des EPF, OFROU	153
Génie civil	OFROU, armasuisse	252

Les résultats montrent que la plupart des appels d'offres respectent des exigences économiques, sociales et écologiques.

Les bases légales indiquées ci-après se réfèrent à la loi fédérale du 16 décembre 1994 sur les marchés publics (LMP) et à l'ordonnance du 11 décembre 1995 sur les marchés publics (OMP), toutes deux en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020. Ces bases ont fait l'objet d'une révision totale. Les textes en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2021 encouragent une nouvelle culture en matière d'adjudication dans les marchés publics, privilégiant la durabilité, la concurrence axée sur la qualité et l'innovation.

¹⁰ La nouvelle plateforme de connaissances sur les achats publics responsables (PAP, www.pap.swiss) entend aider au niveau national les pouvoirs publics à réaliser des acquisitions durables en centralisant et en publiant les connaissances actuelles en la matière. De fait, la PAP doit s'imposer en Suisse comme la plateforme en ligne centralisée et le point de référence fournissant des informations et des instruments récents en la matière.

3.6.1 Aspects économiques des achats durables

Lors d'une procédure d'appel d'offres, le marché est adjudiqué au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus avantageuse économiquement (cf. art. 21 LMP)¹¹. La durabilité des achats vise à faire en sorte que l'ensemble des coûts du cycle de vie d'un produit soient pris en compte dès l'appel d'offres.

Dans le domaine des biens, 10 appels d'offres sur un total de 20 ont tenu compte dans leur dossier des cycles de vie en termes de coûts d'exploitation totaux. Dans tous les autres cas, ces coûts n'ont pas été jugés déterminants pour l'adjudication lors de l'évaluation des offres. Des lots ont été constitués pour quatre appels d'offres.

Dans la construction, presque tous les appels d'offres comportaient des directives ayant une incidence sur le coût du cycle de vie de l'ouvrage.

3.6.2 Aspects sociaux des achats durables

Les bases juridiques en vigueur au moment des appels d'offres analysés ici prévoyaient ce qui suit pour les aspects sociaux de la durabilité des achats:

- les soumissionnaires fournissant des prestations en Suisse doivent respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs, les conditions de travail et l'égalité de traitement entre femmes et hommes sur le plan salarial (art. 8, al. 1, let. b et c, LMP);
- les soumissionnaires fournissant des prestations à l'étranger doivent au moins respecter les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT; art. 7, al. 2, OMP);
- les soumissionnaires doivent obliger par contrat leurs sous-traitants à respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs, les conditions de travail et l'égalité salariale entre femmes et hommes (art. 6, al. 1, let. b, OMP).

Ces trois points ont été pris en compte dans tous les appels d'offres examinés dans le domaine des biens et services ainsi que de la construction. Les contrats types de la CA et de la Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics (KBOB) comprennent des directives correspondantes et exigent leur respect par les fournisseurs.

Dans cinq cas portant sur des biens, des audits ont servi à vérifier le respect des critères sociaux.

3.6.3 Aspects écologiques des achats durables

La prise en compte de critères écologiques lors des procédures d'acquisition devrait favoriser les produits innovants et respectueux des ressources naturelles et des matériaux.

En matière de biens, des critères écologiques ont été définis dans 14 des 20 appels d'offres. Leur formulation était assurée comme suit:

- dans 4 appels d'offres, par l'intermédiaire des critères d'aptitude;
- dans 8 appels d'offres, par l'intermédiaire de spécifications techniques fixant des exigences minimales;
- dans 6 appels d'offres, par l'intermédiaire des critères d'adjudication évalués pour chaque offre.

¹¹ Depuis 2021, selon la législation révisée, le marché est attribué aux soumissionnaires ayant présenté non plus l'offre «économiquement la plus avantageuse», mais bien l'offre «la plus avantageuse». Cette nouvelle formulation accroît la marge de manœuvre qu'ont les acheteurs pour encourager les solutions innovantes et durables.

Les critères d'adjudication écologiques ont été pondérés entre 7 % et 33 %. 6 appels d'offres exigeaient un label environnemental à titre de preuve.

3 appels d'offres visaient à promouvoir l'innovation en termes d'efficacité des ressources et d'utilisation des énergies renouvelables.

Dans la construction, les appels d'offres exigent le respect des normes relatives à la durabilité écologique. Les services de la construction et des immeubles le font en moyenne dans 97 % des concours et des appels d'offres portant sur des prestations de mandataire. De telles normes sont également exigées pour les prestations de construction dans 96 % des cas. Pour ce qui est du bâtiment, ces critères sont définis dans différents labels, tels que Minergie ou Eco, le standard Construction durable Suisse (SNBS), ou encore le standard de la Société Suisse pour un Marché Immobilier Durable (SGNI). Quant aux exigences relatives à la protection de l'environnement dans les projets de génie civil concernant les routes nationales, elles sont réglées dans la législation fédérale et arrêtées dans des normes et des directives.

4 Controlling des mesures

Le degré d'application des mesures figurant dans les sets de reporting des années précédentes repose sur les déclarations des services demandeurs.

Les départements et la Chancellerie fédérale n'ont pas encore terminé (date de référence: 31.03.2021) la mise en œuvre de la mesure de l'année dernière (arrêté du Conseil fédéral du 18 septembre 2020). Le champ «Compétence d'acquisition» est certes saisi de manière exhaustive (point 4 de l'annexe 3B de l'Org-OMP), mais la qualité peut encore être améliorée. La saisie fait par conséquent l'objet de vérifications périodiques afin que les erreurs éventuelles puissent être rapidement corrigées. L'annexe 6.9.1 contient un bilan détaillé de la réalisation des objectifs fixés en 2020.

Mesures selon l'arrêté du Conseil fédéral	Nombre de mesures¹²	Nombre de mesures appliquées (à 100 % selon la déclaration)	Nombre de mesures pas encore entièrement appliquées
Set de reporting 2019 du controlling des achats (arrêté du Conseil fédéral du 18.9.2020)	8	0	8
Set de reporting 2018 du controlling des achats (arrêté du Conseil fédéral du 20.9.2019)	17	15	2
Set de reporting 2017 du controlling des achats (arrêté du Conseil fédéral du 21.9.2018)	14	7	7
Set de reporting 2016 du controlling des achats (arrêté du Conseil fédéral du 22.9.2017)	34	34	0

¹² Une mesure fédérale désigne une mesure appliquée par les départements et la Chancellerie fédérale. Elle apparaît dès lors huit fois dans la liste.

L'annexe 6.9 indique à chaque fois le degré d'application des mesures définies dans le set de reporting 2019 du controlling des achats. Le cas échéant, elle procède à l'évaluation des mesures n'ayant pas encore été mises en œuvre.

5 Mesures

La mesure suivante a été nouvellement définie en raison des éléments frappants qui figurent dans la base de données du controlling des achats:

Objectif	Paramètre	Mesure
Transparence de la liste des achats d'un montant de plus de 50 000 francs (première publication en 2022 pour la base de données 2021)	Critères de vérification: 1. Le plafond des coûts dépasse 50 000 francs dans un contrat déjà publié (ou une commande déjà publiée). 2. Un contrat dépassant 50 000 francs n'est saisi ou validé qu'après sa publication. 3. Suite à une augmentation de plafond des coûts de plus de 5000 francs, un volume supérieur à 50 000 francs est atteint.	La transparence exigée à l'art. 27 de l'Org-OMP doit être garantie pour les achats d'un montant de plus de 50 000 francs, notamment aussi lors d'augmentations de plafond des coûts accordées a posteriori, et ce au moyen d'une nouvelle publication.

Cette mesure est reprise à l'annexe 6.10.

6 Annexe 1: Évaluations détaillées

6.1	Exhaustivité des données.....	24
6.1.1	Référencement dans la GCo adm. féd.: contrats et adjudications correspondantes supérieures au seuil OMC	24
6.1.2	Référencement dans SAP: paiements effectués pour des acquisitions et contrats ou commandes correspondantes	25
6.2	Total par département	26
6.2.1	Paiements pour des acquisitions par département	26
6.2.2	Contrats de la GCo adm. féd. par département	27
6.3	Compétence selon l'Org-OMP et délégations d'acquisition.....	28
6.3.1	Paiements pour des acquisitions selon la compétence définie dans l'Org-OMP	28
6.3.2	Délégations d'armasuisse, de l'OFCL et de la CA	29
6.4	Domaines et catégories d'acquisitions.....	30
6.4.1	Paiements pour des acquisitions par domaine d'acquisition.....	30
6.4.2	Contrats par domaine d'acquisition	30
6.4.3	Paiements pour des acquisitions par catégorie d'acquisitions	31
6.4.4	Contrats de la GCo adm. féd. par catégorie d'acquisitions	32
6.5	Procédure de validation.....	33
6.5.1	Volume des adjudications dépassant le seuil OMC: par procédure d'adjudication.....	33
6.5.2	Adjudications de gré à gré dépassant le seuil OMC: assurance qualité	34
6.5.3	Contrats de la GCo adm. féd. par procédure d'adjudication	36
6.5.4	Contrats de la GCo adm. féd. selon la justification des procédures de gré à gré.....	37
6.6	Analyse portant sur les fournisseurs.....	40
6.6.1	Paiements pour des acquisitions: les cinq principaux fournisseurs sur le plan du chiffre d'affaires, par domaine d'acquisition	40
6.6.2	Paiements pour des acquisitions: les 40 principaux fournisseurs sur le plan du chiffre d'affaires	41
6.6.3	Répartition géographique des fournisseurs.....	42
6.7	Éléments frappants concernant les marchés subséquents de 2016 à 2019	43
6.8	Achats durables	44
6.8.1	Prise en compte de critères durables dans les appels d'offres OMC de 2020: biens et services.....	44
6.8.2	Prise en compte de critères durables dans les appels d'offres OMC de 2020: construction	45
6.9	Controlling des mesures.....	46
6.9.1	Degré d'application des mesures fédérales définies dans le set de reporting de l'année précédente.....	46
6.9.2	Degré d'application des mesures définies dans des sets de reporting précédents, mais non encore mises en œuvre	47
6.10	Mesures	51
6.10.1	Mesure générale.....	51

6.1 Exhaustivité des données

6.1.1 Référencement dans la GCo adm. féd.: contrats et adjudications correspondantes supérieures au seuil OMC

Nombre de contrats/commandes en dessus de la valeur seuil OMC

Référence aux adjudications	Total 2017	Total 2018	Total 2019	Parl, CF, ChF	DFAE	DFI	DFJP	DDPS	DFF	DEFR	DETEC	Total 2020
Total	24'787	33'588	36'618	73	248	576	225	31'195	8'394	1'537	292	42'540
Référence à l'adjudication existante dans le système	2'738	10'534	29'228	72	248	572	223	30'901	7'767	1'537	287	41'607
Sans référence, référence compliquée par le système ¹⁾	21'142	22'410	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sans référence à l'adjudication	907	644	7'390	1	-	4	2	294	627	-	5	933
Part avec référence à l'adjudication dans le système	11%	31%	80%	99%	100%	99%	99%	99%	93%	100%	98%	98%

Volume total des contrats en dessus de la valeur seuil OMC en 1'000 CHF

Référence aux adjudications	Total 2017	Total 2018	Total 2019	Parl, CF, ChF	DFAE	DFI	DFJP	DDPS	DFF	DEFR	DETEC	Total 2020
Total	2'909'230	3'047'056	3'304'882	49'918	151'404	137'992	1'065'584	3'266'973	1'191'563	183'089	177'264	6'223'787
Référence à l'adjudication existante dans le système	556'515	1'029'652	2'839'851	49'380	151'404	137'871	1'057'080	3'102'539	935'773	183'089	177'180	5'794'315
Sans référence, référence compliquée par le système ¹⁾	2'020'165	1'757'614	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sans référence à l'adjudication	332'549	259'790	465'032	539	-	122	8'504	164'434	255'790	-	84	429'472
Part avec référence à l'adjudication dans le système	19%	34%	86%	99%	100%	100%	99%	95%	79%	100%	100%	93%

¹⁾ La référence à une adjudication ne peut pas être saisie directement dans le système source pour les commandes avec une approche ascendante et les contrats issus de l'interface ESPRIT. Une ouverture de session supplémentaire dans la GCo adm. féd. est nécessaire à cet effet. Ce référencement est donc compliqué par le système. Depuis le 1^{er} janvier 2019, cet obstacle lié au système est levé pour l'approche ascendante.

6.1.2 Référencement dans SAP: paiements effectués pour des acquisitions et contrats ou commandes correspondantes

	2017	2018	2019	2020								
Paiements pour des acquisitions 2020 en 1'000 CHF: référence aux contrats	Total	Total	Total	Parl, CF, ChF	DFAE	DFI	DFJP	DDPS	DFF	DEFR	DETEC	Total
Total	5'687'324	5'551'530	6'108'595	37'262	182'492	179'060	253'184	3'556'633	928'452	138'676	1'885'953	7'161'713
Référence au contrat existante	4'058'876	3'656'484	4'143'211	31'923	157'399	152'353	207'971	2'872'947	898'360	126'245	176'047	4'623'245
Pas de référence au contrat, catégorie "21.01 Construction de routes nationales, honoraires sans d'autres prestations de construction" et catégorie "21.02 Construction de routes nationales, prestations de construction y compris honoraires" (partie investissement OFROU/FORTA, GCo pas encore introduit, contrats gérés dans TDcost)	1'125'674	1'455'808	1'595'929	-	-	-	-	-	-	-	1'646'090	1'646'090
Pas de référence au contrat, catégorie 06.02 transport de personnes, hôtels, etc (saisie dans GCo compliquée par le grand nombre de très petites transactions)	71'498	70'077	63'397	1'236	3'966	1'482	7'588	10'193	3'467	1'841	3'035	32'808
Pas de référence au contrat, autres catégories	431'276	369'161	306'058	4'103	21'127	25'225	37'625	673'493	26'626	10'590	60'781	859'570
Part "référence au contrat existante"	71%	66%	68%	86%	86%	85%	82%	81%	97%	91%	9%	65%

6.2 Total par département

6.2.1 Paiements pour des acquisitions par département

Paiements pour des acquisitions 2020 en 1'000 CHF

Département	2017	2018	2019	2020
Parl, CF, ChF	25'206	31'501	31'384	37'262
DFAE	201'743	185'037	185'128	182'492
DFI	145'320	143'900	150'070	179'060
DFJP	196'603	194'940	218'317	253'184
DDPS	2'696'194	2'276'798	2'646'662	3'556'633
DFF	930'402	864'433	899'195	928'452
DEFR	154'031	140'273	146'220	138'676
DETEC	1'337'825	1'714'647	1'831'619	1'885'953
Total adm. féd.	5'687'324	5'551'530	6'108'595	7'161'713

Remarque:

Les chiffres de la StatPa ne se prêtent pas à des comparaisons avec ceux du compte d'État. Outre que la collecte des données est régie par des principes différents (catégorisation, comptes et moment de la comptabilisation), les affectations aux catégories d'acquisitions présentent une certaine discontinuité.

6.2.2 Contrats de la GCo adm. féd. par département

Département	Nombre de contrats/commandes				Volume des contrats en 1'000 CHF			
	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Parl, CF, ChF	229	189	229	245	38'693	20'937	25'586	58'522
DFAE	3'516	3'136	3'104	2'735	230'641	260'942	232'910	204'939
DFI	3'030	3'102	2'961	3'064	146'546	135'050	152'901	198'817
DFJP	1'153	1'117	1'316	1'403	158'736	108'534	231'444	1'083'968
DDPS	76'499	79'959	86'109	90'256	2'297'945	2'238'399	2'455'404	3'867'359
DFF	49'738	50'207	51'175	54'420	787'866	812'920	924'359	1'435'585
DEFR	4'765	6'575	6'861	6'696	136'840	302'266	158'475	229'914
DETEC	2'269	2'158	2'268	1'941	203'735	162'187	178'642	239'826
Total adm. féd.	141'199	146'443	154'023	160'760	4'001'003	4'041'234	4'359'722	7'318'930

Au DETEC, les contrats relatifs aux projets de routes nationales de l'OFROU ne sont pas pris en compte.

Le nombre élevé au DFF et au DDPS s'explique par des contrats d'application reposant sur un contrat-cadre ou sur une adjudication (par ex. commandes d'articles destinés au stock ou livrés directement à des tiers).

L'évaluation ci-après montre les contrats 2020 selon leur durée et leur référence à un contrat-cadre ou à une adjudication (contrats d'application):

Durée	Nombre de contrats/commandes		Volume des contrats en 1'000 CHF	
	Total	Part en %	Total	Part en %
inférieure à 1 an	139'561	87%	1'754'483	24%
1 à 4 ans	19'155	12%	3'591'920	49%
supérieure à 4 ans	1'091	1%	1'957'317	27%
illimitée	953	1%	15'210	0%
Total adm. féd.	160'760	100%	7'318'930	100%
Part des contrats d'application	32%		81%	

6.3 Compétence selon l'Org-OMP et délégations d'acquisition

6.3.1 Paiements pour des acquisitions selon la compétence définie dans l'Org-OMP

Paiements pour des acquisitions 2020 en
1'000 CHF

Paiements pour des acquisitions 2020 en 1'000 CHF													
	2017	2018	2019	2020									
responsabilité selon l'Org-OMP	Total	Total	Total	Parl, CF, ChF	DFAE	DFI	DFJP	DDPS	DFF	DEFR	DETEC	Total	Part
armasuisse	2'529'656	2'091'415	2'478'942	34	12'437	7'821	2'803	3'161'902	22'871	10'189	4'028	3'222'085	45%
OFROU	1'179'336	1'551'735	1'661'368	-	-	-	-	-	-	-	1'711'631	1'711'631	24%
OFCL	1'214'752	1'138'439	1'193'527	21'570	19'465	53'088	127'244	227'055	850'934	45'211	41'826	1'386'394	19%
décentralisée	687'869	694'264	705'268	14'423	136'414	116'563	115'085	156'992	49'823	79'108	125'399	793'807	11%
CVC	75'712	75'677	69'490	1'236	14'176	1'589	8'052	10'683	4'825	4'168	3'068	47'797	1%
Total adm. féd.	5'687'324	5'551'530	6'108'595	37'262	182'492	179'060	253'184	3'556'633	928'452	138'676	1'885'953	7'161'713	100%

Remarque: catégories d'acquisitions affectées à un service d'achat central selon la compétence, c'est-à-dire indépendamment de l'unité administrative qui a exécuté le paiement. Certains contrats sont réalisés de manière centralisée, mais les paiements sont décentralisés.

6.3.2 Délégations d'armasuisse, de l'OFCL et de la CA

Nombre de délégations	2017	2018	2019	échues en 2020	renouvelées en 2020	attribuées en 2020	2020
armasuisse	56	54	61	8	7	8	61
Délégation de biens sous la valeur seuil		19	20	2	5	-	18
Délégation de projets		35	41	6	2	8	43
OFCL	56	58	67	5	3	6	68
Délégation de services informatiques sous la valeur seuil		39	42	-	3	-	42
Délégation de biens sous la valeur seuil		-	-			2	2
Délégation de projets		19	25	5		4	24
CA	3	3	3				3
Délégation dans le domaine de la sécurité	3	3	3	-	-	-	3
Total	115	115	131				132

Paiements pour des acquisitions en 1'000 CHF

Volume délégué par armasuisse et par l'OFCL	2017	Parts	2018	Parts	2019	Parts	2020	Parts
Volume délégué par armasuisse (estimé dans 61 accords, moyenne annuelle)	228'687	9%	211'792	10%	198'614	8%	188'341	6%
Volume non délégué par armasuisse (Volume StatPA dans le domaine de compétence moins volume délégué)	2'300'969	91%	1'879'623	90%	2'280'328	92%	3'033'744	94%
Domaine de compétence d'armasuisse	2'529'656	100%	2'091'415	100%	2'478'942	100%	3'222'085	100%
Volume délégué par l'OFCL (estimé dans 68 accords, moyenne annuelle)	91'197	8%	112'311	10%	147'472	12%	134'385	10%
Volume non délégué par l'OFCL (Volume StatPA dans le domaine de compétence moins volume délégué)	1'123'555	92%	1'026'129	90%	1'046'056	88%	1'252'008	90%
Domaine de compétence de l'OFCL	1'214'752	100%	1'138'439	100%	1'193'527	100%	1'386'394	100%

Le volume annuel des trois délégations de la CA n'est pas spécifié (domaine de la sécurité). Elles n'apparaissent donc pas dans l'évaluation ci-dessus.

6.4 Domaines et catégories d'acquisitions

6.4.1 Paiements pour des acquisitions par domaine d'acquisition

Paiements pour des acquisitions
2020 en 1'000 CHF

Domaine d'acquisition	2017	2018	2019	2020								Total	Part
	Total	Total	Total	Parl, CF, ChF	DFAE	DFI	DFJP	DDPS	DFF	DEFR	DETEC		
Construction	2'204'686	2'453'897	2'612'709	0	7'643	2'836	64'665	599'230	323'644	820	1'699'170	2'698'008	38%
Biens	1'191'036	1'189'444	1'356'693	224	4'684	8'267	3'598	1'929'108	107'601	10'413	3'691	2'067'587	29%
TIC	877'994	939'997	1'253'849	21'124	10'744	45'957	56'010	782'064	425'766	43'060	53'472	1'438'197	20%
Services (TIC et conseil excl.)	1'198'904	768'123	695'945	9'091	147'883	89'289	118'819	194'460	48'242	58'998	73'127	739'910	10%
Conseil	170'275	158'316	150'977	5'938	6'889	27'730	3'069	37'737	13'438	20'867	53'634	169'302	2%
Non classable	44'429	41'753	38'423	885	4'649	4'981	7'023	14'034	9'761	4'518	2'859	48'710	1%
Total	5'687'324	5'551'530	6'108'595	37'262	182'492	179'060	253'184	3'556'633	928'452	138'676	1'885'953	7'161'713	100%

6.4.2 Contrats par domaine d'acquisition

Volume des contrats en 1'000 CHF

Domaine d'acquisition	2017	2018	2019	2020								Total	Part
	Total	Total	Total	Parl, CF, ChF	DFAE	DFI	DFJP	DDPS	DFF	DEFR	DETEC		
Biens	1'291'116	1'302'506	1'154'801	31	9'860	4'260	2'263	2'162'159	104'978	9'534	3'425	2'296'512	31%
TIC	964'591	1'060'521	1'509'536	35'454	11'783	57'358	72'202	912'842	550'471	89'258	119'178	1'848'544	25%
Construction	800'921	772'059	853'058	-	11'359	49	614'820	521'362	401'155	2'994	5'798	1'557'536	21%
Services (TIC et conseil excl.)	720'768	702'099	616'721	15'491	156'083	94'234	383'278	234'459	266'522	105'353	56'094	1'311'513	18%
Conseil	168'899	153'713	159'632	7'147	13'758	40'244	4'716	30'950	20'930	16'262	54'829	188'836	3%
Non classable	34'875	25'107	17'965	-	2'096	1'767	124	5'587	7'421	2'667	319	19'982	0%
Contrats dans plusieurs catégories (plafond des coûts pour l'entier du contrat)	19'832	25'229	48'008	399	-	905	6'565	-	84'108	3'846	184	96'007	1%
Total	4'001'003	4'041'234	4'359'722	58'522	204'939	198'817	1'083'968	3'867'359	1'435'585	229'914	239'826	7'318'930	100%

6.4.3 Paiements pour des acquisitions par catégorie d'acquisitions

Paiements pour des acquisitions 2020 en 1'000 CHF		2017	2018	2019	2020								Total	Part
Catégorie d'acquisitions		Total	Total	Total	Parl, CF, ChF	DFAE	DFI	DFJP	DDPS	DFF	DEFR	DETEC		
01.00	Denrées alimentaires et boissons	23'710	12'845	13'257	-	503	84	64	8'620	82	57	17	9'427	0.1%
02.01	Textiles	8'695	6'237	4'489	-	636	-	107	7'250	254	-	-	8'248	0.1%
02.02	Habillement	55'093	38'401	36'730	26	497	22	495	92'805	3'334	613	42	97'834	1.4%
03.01	Combustibles	39'705	64'810	75'617	0	-	37	91	52'068	1'223	37	101	53'558	0.7%
03.02	Produits chimiques	8'842	9'502	8'152	-	7	1'313	5	9'801	408	1'524	-	13'058	0.2%
04.01	Armes, munitions, explosifs, y compris E+R	210'009	186'920	274'915	-	-	-	56	258'502	304	-	-	258'862	3.6%
04.02	Machines et appareils, y compris E+R	141'851	163'753	161'234	-	645	2'136	280	173'194	3'320	5'612	2'187	187'374	2.6%
05.00	Produits médicaux et pharmaceutiques	28'776	43'406	33'699	4	1'008	4'058	42	604'463	2'165	1'903	2	613'645	8.6%
06.01	Services de transport, biens et marchandises	24'202	22'624	28'333	4	8'322	152	104	14'840	815	9	39	24'286	0.3%
06.02	Services en lien avec le transport de personnes, les hôtels, etc.	75'712	75'677	69'490	1'236	14'176	1'589	8'052	10'683	4'825	4'168	3'068	47'797	0.7%
07.01	Véhicules y compris E+R	370'691	401'595	416'851	-	819	18	1'551	498'916	3'532	433	278	505'549	7.1%
07.02	Groupes électrogènes y compris E+R	15'014	14'299	11'427	-	-	-	-	14'149	-	-	-	14'149	0.2%
07.03	Navires et bateaux, y compris E+R	1'820	5'068	19'294	-	-	-	-	3'280	-	-	-	3'280	0.0%
07.04	Locomotives et matériel roulant, y compris E+R	548	581	3'685	-	-	-	-	2'018	-	-	-	2'018	0.0%
07.05	Systèmes aéronautiques y compris E+R	181'955	148'532	187'336	-	-	-	-	186'078	-	-	669	186'747	2.6%
08.00	Biens et services de sport et de détente, y compris E+R	4'989	4'452	4'968	-	-	-	8	5'415	104	-	-	5'527	0.1%
09.01	Publications, imprimés	29'670	29'054	32'202	63	392	552	43	1'779	32'231	114	241	35'416	0.5%
09.02	Imprimés de sécurité	10'264	10'120	9'084	-	-	-	770	62	9'961	-	-	10'793	0.2%
10.00	Bureautique, y compris appareils de présentation, accessoires, y compris E+R	12'658	8'316	15'101	105	9	7	19	122	11'777	43	30	12'114	0.2%
11.00	Technique de photocopie, y compris E+R	10'475	8'973	7'924	-	1	-	36	-	7'967	-	116	8'119	0.1%
12.01	Équipements de bureau et d'aménagement des locaux	24'855	22'307	30'078	-	110	34	21	8'864	22'425	36	1	31'491	0.4%
13.00	Matériel de bureau, y compris papier et consommables pour l'informatique, y compris E+R	11'416	10'275	10'652	25	57	5	10	1'720	8'514	40	6	10'377	0.1%
14.01	Services postaux	34'311	28'879	29'104	252	500	2'174	5'664	2'316	14'860	1'097	998	27'860	0.4%
14.02	Courrier diplomatique	1'475	1'292	1'114	-	1'234	-	-	-	-	-	-	1'234	0.0%
15.01	Matériel informatique	48'572	65'732	75'675	294	811	1'470	6'313	31'113	45'084	677	296	86'059	1.2%
15.02	Logiciels, y compris licences	78'054	70'706	85'764	1'925	206	2'126	3'234	12'298	38'335	996	811	59'931	0.8%
15.03	Télécommunication	59'674	57'650	60'407	35	876	595	143	2'787	45'370	32	1'098	50'936	0.7%
15.04	Entretien des logiciels et maintenance du matériel informatique	85'286	86'376	89'580	50	218	1'409	5'267	7'577	11'1486	1'657	1'501	129'166	1.8%
16.01	Systèmes d'exploration et d'évaluation, y compris E+R	155'693	185'249	386'658	-	-	-	-	282'713	464	-	692	283'870	4.0%
16.02	Systèmes de conduite et d'informatique, y compris E+R	69'609	77'742	144'963	-	-	-	-	224'867	6'865	-	-	231'732	3.2%
16.03	Services de formation (simulateurs), y compris E+R	42'555	39'739	30'782	-	-	-	-	48'082	-	-	-	48'082	0.7%
16.04	Logiciels pour systèmes militaires, y compris licences, y compris E+R	2'095	9'551	25'963	-	-	-	-	14'878	-	-	-	14'878	0.2%
17.01	Services pour la fourniture, l'exploitation et la maintenance de biens civils	7'660	8'439	4'909	-	8	1'523	6	644	1'118	0	116	3'416	0.0%
17.02	Services pour la fourniture, l'exploitation et la maintenance de biens militaires	583'854	138'311	48'241	-	-	-	-	60'755	-	-	-	60'755	0.8%
18.01	Services de conseils généraux pour le domaine spécifique d'un office et honoraires	120'507	96'948	84'301	5'236	3'551	12'565	1'865	23'213	6'492	11'884	31'386	96'191	1.3%
18.02	Services informatiques (location de personnel dans le domaine TIC excl.)	288'046	301'665	312'914	18'820	8'157	38'850	38'248	135'644	172'086	35'834	34'833	482'470	6.7%
18.03	Services de conseils en management, organisation et coaching	24'095	33'610	35'245	281	1'372	7'962	701	13'771	4'805	1'480	2'228	32'601	0.5%
18.04	Travail d'information	30'763	31'912	24'534	118	1'427	30'808	79	647	482	1'654	8'957	44'174	0.6%
18.05	Services linguistiques et de traduction	30'664	25'437	21'937	578	710	4'415	1'138	1'007	2'132	1'427	2'953	14'361	0.2%
18.06	Location de personnel et personnel temporaire (domaine TIC)	38'484	34'670	30'015	-	476	1'507	2'805	22'105	6'075	3'865	815	37'647	0.5%
18.07	Location de personnel et personnel temporaire (domaine TIC excl.)	21'178	16'879	23'422	120	143	9'202	1'485	4'280	3'570	165	826	19'792	0.3%
18.08	Conseil dans le domaine politique	4'195	6'894	7'978	258	574	1'046	110	-	-	295	6'667	8'951	0.1%
18.09	Recherche, recherche sur mandat	34'812	36'974	52'199	-	485	8'917	58	16'427	124	1'005	19'674	46'691	0.7%
18.10	Expertises (aussi dans le domaine d'un office) et avis de droit	21'477	20'864	23'453	164	1'391	6'157	393	753	2'141	7'208	13'353	31'559	0.4%
18.11	Formation et formation continue	39'418	36'051	38'878	255	1'721	1'379	1'174	10'651	7'749	5'491	2'710	31'130	0.4%
18.12	Services divers pour l'administration publique	165'441	199'684	203'050	6'527	6'516	29'131	101'031	72'208	12'567	19'249	33'785	281'015	3.9%
18.13	Réalisation et accompagnement de projets de la coopération internationale	149'413	145'966	150'735	-	112'639	-	29	-	-	24'731	-	137'398	1.9%
19.01	Constructions civiles, honoraires sans d'autres prestations de construction	47'684	41'375	46'422	-	28	24	15	-	41'954	26	-	42'048	0.6%
19.02	Constructions civiles, prestations de construction y compris honoraires	176'579	204'071	186'739	-	4'538	-	19	0	161'077	165	369	166'168	2.3%
19.03	Constructions civiles, location	104'411	244	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0%
19.04	Constructions civiles, exploitation des immeubles	146'655	149'590	166'930	0	3'077	2'812	64'631	25	120'612	629	596	192'383	2.7%
20.01	Constructions militaires, honoraires sans d'autres prestations de construction	63'625	57'368	69'005	-	-	-	-	96'488	-	-	-	96'488	1.3%
20.02	Constructions militaires, prestations de construction y compris honoraires	391'836	399'465	400'318	-	-	-	-	420'747	-	-	-	420'747	5.9%
20.03	Constructions militaires, location	31'951	13'221	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0%
20.04	Constructions militaires, exploitation des immeubles	47'745	93'028	47'745	-	-	-	-	81'970	0	-	-	81'970	1.1%
21.01	Construction de routes nationales, honoraires sans d'autres prestations de construction ¹⁾	405	1'798	1'875	-	-	-	-	-	-	-	1'079	1'079	0.0%
21.02	Construction de routes nationales, prestations de construction y compris honoraires ¹⁾	1'125'656	1'455'705	1'595'879	-	-	-	-	-	-	-	1'646'162	1'646'162	23.0%
21.03	TIC pour les composants des routes nationales	9'928	10'917	11'129	-	-	-	-	-	-	-	-	13'426	0.2%
21.04	Construction de routes nationales, exploitation et entretien	43'347	83'316	52'485	-	-	-	-	-	-	-	50'963	50'963	0.7%
22.00	Non classable dans ces catégories, y compris E+R	44'429	41'753	38'423	885	4'649	4'981	7'023	14'034	9'761	4'518	2'859	48'710	0.7%
Total		5'687'324	5'551'530	6'108'595	37'262	182'492	179'060	253'184	3'556'633	928'452	138'676	1'885'953	7'161'713	100.0%

¹⁾ Pour des raisons techniques, les paiements qui ont été déclenchés depuis l'ancien système Tdcost sont classés dans la catégorie 21.02 «Construction de routes nationales, prestations de construction, y compris honoraires».

6.4.4 Contrats de la GCo adm. féd. par catégorie d'acquisitions

Volume des contrats en 1'000 CHF

Volume des contrats en l'000 CHF				2017	2018	2019	2020							Total	Part	
Catégorie d'acquisitions				Total	Total	Total	Parl, CF, ChF	DFAE	DFI	DFJP	DDPS	DFF	DEFR	DETEC	Total	Part
01.00 Denrées alimentaires et boissons				9'967	9'245	7'643	-	65	-	-	5'680	121	79	14	5'960	0.1%
02.01 Textiles				4'232	8'185	5'747	-	255	-	58	12'637	467	-	-	13'417	0.2%
02.02 Habillement				55'686	34'382	45'790	-	24	4	381	162'942	2'794	47	-	166'192	2.3%
03.01 Combustibles				10'009	37'748	57'493	-	-	-	35	79'216	13	-	-	79'264	1.1%
03.02 Produits chimiques				8'360	9'365	8'763	-	1'153	1'211	1	12'153	411	1'383	-	16'311	0.2%
04.01 Armes, munitions, explosifs, y compris E+R				338'113	247'803	195'009	-	-	-	49	338'829	293	-	-	339'171	4.6%
04.02 Machines et appareils, y compris E+R				115'242	176'731	310'637	-	751	1'385	212	191'117	3'028	4'903	1'724	203'119	2.8%
05.00 Produits médicaux et pharmaceutiques				27'309	22'042	16'850	-	5'707	1'572	46	363'277	2'008	2'453	-	375'062	5.1%
06.01 Services de transport, biens et marchandises				3'327	3'553	6'182	-	2'395	50	643	20'795	875	-	-	24'759	0.3%
06.02 Services en lien avec le transport de personnes, les hôtels, etc.				8'215	11'643	10'721	-	17'324	72	49	573	459	134	22	18'633	0.3%
07.01 Véhicules y compris E+R				330'928	252'718	220'479	-	827	-	735	855'916	2'032	448	38	859'996	11.8%
07.02 Groupes électrogènes y compris E+R				24'354	6'830	12'357	-	168	-	-	24'617	-	-	-	24'786	0.3%
07.03 Navires et bateaux, y compris E+R				2'912	4'487	518	-	-	-	-	919	-	-	-	919	0.0%
07.04 Locomotives et matériel roulant, y compris E+R				396	418	5'294	-	-	-	-	415	-	-	1	416	0.0%
07.05 Systèmes aéronautiques y compris E+R				258'674	399'552	149'969	-	-	-	-	85'618	-	-	514	86'131	1.2%
08.00 Biens et services de sport et de détente, y compris E+R				5'647	4'680	5'341	-	-	-	8	4'046	85	-	-	4'139	0.1%
09.01 Publications, imprimés				27'859	26'680	36'674	-	499	75	-	610	32'396	37	1'113	34'729	0.5%
09.02 Imprimés de sécurité				9'985	12'006	10'534	-	-	-	730	-	7'977	-	-	8'707	0.1%
10.00 Bureautique, y compris appareils de présentation, accessoires, y compris E+R				11'396	7'900	14'648	19	-	-	6	57	11'788	72	21	11'963	0.2%
11.00 Technique de photocopie, y compris E+R				11'423	8'499	10'286	-	291	-	-	-	10'955	-	-	11'246	0.2%
12.01 Équipements de bureau et d'aménagement des locaux				27'015	21'984	29'727	-	103	13	-	22'659	22'089	86	1	44'951	0.6%
13.00 Matériel de bureau, y compris papier et consommables pour l'informatique, y compris E+R				11'610	11'252	11'043	12	19	0	2	1'453	8'521	27	-	10'033	0.1%
14.01 Services postaux				49'664	27'366	24'238	-	55	364	8'738	35	228'505	406	13	238'117	3.3%
14.02 Courrier diplomatique				-	5'017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0%
15.01 Matériel informatique				77'497	55'109	69'902	1'299	645	1'457	6'918	45'185	12'878	684	18	69'084	0.9%
15.02 Logiciels, y compris licences				80'033	79'019	72'735	2'394	210	2'471	1'451	9'915	35'445	838	3'328	56'051	0.8%
15.03 Télécommunication				15'971	11'551	22'599	55	804	19	25	154	9'907	-	956	11'918	0.2%
15.04 Entretien des logiciels et maintenance du matériel informatique				29'550	71'664	41'214	465	120	810	775	10'630	254'164	814	36'628	304'406	4.2%
16.01 Systèmes d'exploration et d'évaluation, y compris E+R				74'360	228'193	470'942	-	-	-	-	214'170	226	-	204	214'601	2.9%
16.02 Systèmes de conduite et d'informatique, y compris E+R				8'594	100'732	158'569	-	-	-	-	405'510	16'714	-	-	422'223	5.8%
16.03 Services de formation (simulateurs), y compris E+R				36'129	27'485	33'328	-	-	-	-	44'931	-	-	-	44'931	0.6%
16.04 Logiciels pour systèmes militaires, y compris licences, y compris E+R				925	6'789	29'929	-	-	-	-	8'230	-	-	-	8'230	0.1%
17.01 Services pour la fourniture, l'exploitation et la maintenance de biens civils				54'007	4'668	2'442	-	101	4'714	-	1'374	835	-	61	7'085	0.1%
17.02 Services pour la fourniture, l'exploitation et la maintenance de biens militaires				123'941	131'886	59'506	-	-	-	-	106'861	-	-	-	106'861	1.5%
18.01 Services de conseils généraux pour le domaine spécifique d'un office et honoraires				106'363	103'431	92'461	6'132	8'873	16'529	1'759	25'457	11'730	6'575	33'525	110'580	1.5%
18.02 Services informatiques (location de personnel dans le domaine TIC excl.)				599'830	452'742	558'233	30'937	9'580	51'955	60'896	137'141	216'305	85'252	41'074	633'139	8.7%
18.03 Services de conseils en management, organisation et coaching				37'047	22'251	24'514	400	2'243	8'937	2'410	5'042	5'242	2'040	5'342	31'657	0.4%
18.04 Travail d'information				39'225	34'110	12'511	49	1'854	48'739	10	381	774	238	7'287	59'331	0.8%
18.05 Services linguistiques et de traduction				23'498	16'885	12'194	598	788	1'526	768	2'661	12'527	1'458	11'564	31'891	0.4%
18.06 Location de personnel et personnel temporaire (domaine TIC)				30'281	22'174	30'350	304	424	646	2'137	36'977	4'832	1'670	856	47'846	0.7%
18.07 Location de personnel et personnel temporaire (domaine TIC excl.)				10'135	11'738	15'121	226	-	1'187	647	1'851	2'186	564	835	7'497	0.1%
18.08 Conseil dans le domaine politique				8'474	5'291	10'065	-	778	217	-	-	-	347	3'957	5'299	0.1%
18.09 Recherche, recherche sur mandat				48'202	41'150	39'605	-	681	6'093	210	20'627	77	1'853	10'277	39'818	0.5%
18.10 Expertises (aussi dans le domaine d'un office) et avis de droit				17'016	22'739	32'592	615	1'864	14'562	546	451	3'957	7'300	12'004	41'300	0.6%
18.11 Formation et formation continue				22'153	20'492	22'907	-	2'379	351	271	5'234	11'963	39'162	1'388	60'748	0.8%
18.12 Services divers pour l'administration publique				183'790	167'645	221'681	14'618	11'003	31'139	371'940	74'066	8'320	32'589	24'647	568'323	7.8%
18.13 Réalisation et accompagnement de projets de la coopération internationale				154'612	225'945	189'614	-	119'501	-	-	-	-	28'948	-	148'449	2.0%
19.01 Constructions civiles, honoraires sans d'autres prestations de construction				28'554	29'200	45'957	-	-	-	20	-	43'703	183	-	43'906	0.6%
19.02 Constructions civiles, prestations de construction y compris honoraires				151'247	220'926	123'635	-	3'908	-	-	-	244'122	206	549	248'785	3.4%
19.03 Constructions civiles, location				225	16	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0%
19.04 Constructions civiles, exploitation des immeubles				140'708	144'895	164'821	-	7'451	49	614'800	-	113'329	2'605	22	738'256	10.1%
20.01 Constructions militaires, honoraires sans d'autres prestations de construction				51'268	67'469	87'468	-	-	-	-	101'295	-	-	-	101'295	1.4%
20.02 Constructions militaires, prestations de construction y compris honoraires				397'690	291'637	370'628	-	-	-	-	356'309	-	-	-	356'309	4.9%
20.03 Constructions militaires, location				290	126	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0%
20.04 Constructions militaires, exploitation des immeubles				28'245	14'267	58'977	-	-	-	-	63'758	0	-	-	63'758	0.9%
21.01 Construction de routes nationales, honoraires sans d'autres prestations de construction				2'695	1'808	732	-	-	-	-	-	-	-	5'227	5'227	0.1%
21.02 Construction de routes nationales, prestations de construction y compris honoraires				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0%
21.03 TIC pour les composants des routes nationales				11'422	5'062	21'734	-	-	-	-	-	-	-	36'115	36'115	0.5%
21.04 Construction de routes nationales, exploitation et entretien				-	1'715	808	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0%
22.00 Non classable dans ces catégories, y compris E+R				29'011	21'983	17'940	-	2'096	1'767	124	5'587	7'389	2'667	319	19'949	0.3%
# Pas attribué ¹⁾				5'864	3'124	26	-	-	-	-	-	33	-	-	33	0.0%
Contrats dans plusieurs catégories (plafond des coûts pour l'entier du contrat)				19'832	25'229	48'008	399	-	905	6'565	-	84'108	3'846	184	96'007	1.3%
Total				4'001'003	4'041'234	4'359'722	58'522	204'939	198'817	1'083'968	3'867'359	1'435'585	229'914	239'826	7'318'930	100.0%

¹⁾ Les données figurent dans le système, mais elles n'avaient pas encore été attribuées à une catégorie au moment de l'évaluation en raison de la complexité technique de cette dernière.

6.5 Procédure de validation

6.5.1 Volume des adjudications dépassant le seuil OMC: par procédure d'adjudication

Adjudications en dessus de la valeur seuil OMC	Nombre					Mio CHF				
	2017	2018	2019	2020	Part 2020	2017	2018	2019	2020	Part 2020
Total adm. féd.	1'113	1'014	1'231	1'321	100%	3'904.99	4'903.67	8'627.11	8'105.11	100%
Procédure ouverte	711	616	623	639	48%	2'862.60	3'628.86	4'623.00	3'758.69	46%
Procédure sélective	29	20	27	23	2%	124.46	323.74	1'108.91	112.81	1%
Procédure sur invitation (seulement DDPS)	4	7	34	49	4%	27.08	4.71	679.90	310.32	4%
Procédure de gré à gré	369	371	547	610	46%	890.85	946.35	2'215.30	3'923.29	48%
Parl, CF, ChF	3	14	4	5	100%	17.46	59.50	19.74	20.30	100%
Procédure ouverte	1	8	1	1	20%	9.31	53.20	1.02	11.88	59%
Procédure sélective	-	-	-	1	20%	-	-	-	0.93	5%
Procédure de gré à gré	2	6	3	3	60%	8.15	6.31	18.72	7.49	37%
DFAE	124	112	108	104	100%	202.06	224.35	191.01	168.16	100%
Procédure ouverte	21	27	23	25	24%	31.43	69.22	51.98	47.34	28%
Procédure sélective	11	7	1	4	4%	12.53	19.52	2.68	12.74	8%
Procédure de gré à gré	92	78	84	75	72%	158.10	135.61	136.35	108.07	64%
DFI	54	27	29	32	100%	169.25	72.74	59.41	46.63	100%
Procédure ouverte	41	6	18	8	25%	158.97	31.35	43.84	30.25	65%
Procédure sélective	-	4	-	-	0%	-	22.26	-	-	0%
Procédure de gré à gré	13	17	11	24	75%	10.29	19.13	15.57	16.38	35%
DFJP	20	3	7	6	100%	86.96	246.83	1'034.63	6.20	100%
Procédure ouverte	14	2	3	2	33%	60.20	246.24	951.55	1.36	22%
Procédure sélective	1	-	-	-	0%	12.59	-	-	-	0%
Procédure de gré à gré	5	1	4	4	67%	14.18	0.59	83.08	4.84	78%
DDPS	299	226	452	513	100%	970.61	1'303.96	3'687.13	3'932.87	100%
Procédure ouverte	175	132	154	151	29%	381.96	900.73	764.02	495.10	13%
Procédure sélective	10	4	12	9	2%	74.66	56.26	781.17	54.76	1%
Procédure sur invitation	4	7	34	49	10%	27.08	4.71	679.90	310.32	8%
Procédure de gré à gré	110	83	252	304	59%	486.91	342.26	1'462.04	3'072.70	78%
DFF	116	193	176	221	100%	793.10	1'492.66	1'885.10	2'113.99	100%
Procédure ouverte	84	120	110	132	60%	690.12	956.50	1'222.62	1'485.12	70%
Procédure sélective	2	5	11	7	3%	11.70	225.70	317.59	24.42	1%
Procédure de gré à gré	30	68	55	82	37%	91.28	310.46	344.90	604.45	29%
DEFR	31	24	28	17	100%	218.04	77.64	103.08	107.38	100%
Procédure ouverte	20	16	19	11	65%	196.28	39.36	87.85	97.17	90%
Procédure sélective	2	-	-	-	0%	9.20	-	-	-	0%
Procédure de gré à gré	9	8	9	6	35%	12.56	38.28	15.23	10.21	10%
DETEC	466	415	427	423	100%	1'447.53	1'425.98	1'647.01	1'709.58	100%
Procédure ouverte	355	305	295	309	73%	1'334.34	1'332.27	1'500.13	1'590.46	93%
Procédure sélective	3	-	3	2	0%	3.79	-	7.47	19.98	1%
Procédure de gré à gré	108	110	129	112	26%	109.40	93.72	139.41	99.15	6%

6.5.2 Adjudications de gré à gré dépassant le seuil OMC: assurance qualité

	2017			2018			2019			2020		
Assurance de la qualité des adjudications de gré à gré en dessus de la valeur seuil OMC	Nombre d'adjudications avec "Oui"	Nombre d'adjudications total	Part de "oui"	Nombre d'adjudications avec "Oui"	Nombre d'adjudications total	Part de "oui"	Nombre d'adjudications avec "Oui"	Nombre d'adjudications total	Part de "oui"	Nombre d'adjudications avec "Oui"	Nombre d'adjudications total	Part de "oui"
Total adm. féd.												
Volume des prestations resp. cahier des charges défini ?	360	369	98%	362	371	98%	508	547	93%	607	610	100%
Réflexions économiques documentées ?	364	369	99%	364	371	98%	518	547	95%	608	610	100%
Procédure de gré à gré motivée par écrit ?	351	369	95%	348	371	94%	539	547	99%	609	610	100%
Motifs invoqués examinés et documentés d'un point de vue juridique ?	350	369	95%	346	371	93%	540	547	99%	608	610	100%
Adjudication publiée sur SIMAP ?	167	369	45%	195	371	53%	228	547	42%	230	610	38%
- dont domaine d'application LMC, soit obligation de publier	152	173	88%	185	209	89%	213	236	90%	222	233	95%
- dont domaine d'application 3. chap. OMP, soit publié malgré l'absence d'obligation	15	196	8%	10	162	6%	15	311	5%	8	377	2%
Parl, CF, ChF												
Volume des prestations resp. cahier des charges défini ?	2	2	100%	6	6	100%	3	3	100%	3	3	100%
Réflexions économiques documentées ?	1	2	50%	6	6	100%	2	3	67%	3	3	100%
Procédure de gré à gré motivée par écrit ?	2	2	100%	5	6	83%	3	3	100%	3	3	100%
Motifs invoqués examinés et documentés d'un point de vue juridique ?	2	2	100%	5	6	83%	2	3	67%	3	3	100%
Adjudication publiée sur SIMAP ?	2	2	100%	6	6	100%	3	3	100%	1	3	33%
- dont domaine d'application LMC, soit obligation de publier	1	1	100%	5	5	100%	2	2	100%	1	2	50%
- dont domaine d'application 3. chap. OMP, soit publié malgré l'absence d'obligation	1	1	100%	1	1	100%	1	1	100%	-	1	0%
DFAE												
Volume des prestations resp. cahier des charges défini ?	92	92	100%	78	78	100%	84	84	100%	75	75	100%
Réflexions économiques documentées ?	92	92	100%	78	78	100%	84	84	100%	75	75	100%
Procédure de gré à gré motivée par écrit ?	92	92	100%	78	78	100%	84	84	100%	75	75	100%
Motifs invoqués examinés et documentés d'un point de vue juridique ?	92	92	100%	78	78	100%	84	84	100%	75	75	100%
Adjudication publiée sur SIMAP ?	3	92	3%	1	78	1%	3	84	4%	2	75	3%
- dont domaine d'application LMC, soit obligation de publier	3	3	100%	1	1	100%	-	-	-	2	2	100%
- dont domaine d'application 3. chap. OMP, soit publié malgré l'absence d'obligation	-	89	0%	-	77	0%	3	84	4%	-	73	0%
DFI												
Volume des prestations resp. cahier des charges défini ?	13	13	100%	17	17	100%	11	11	100%	22	24	92%
Réflexions économiques documentées ?	13	13	100%	17	17	100%	10	11	91%	22	24	92%
Procédure de gré à gré motivée par écrit ?	13	13	100%	17	17	100%	11	11	100%	24	24	100%
Motifs invoqués examinés et documentés d'un point de vue juridique ?	13	13	100%	17	17	100%	11	11	100%	24	24	100%
Adjudication publiée sur SIMAP ?	9	13	69%	11	17	65%	8	11	73%	9	24	38%
- dont domaine d'application LMC, soit obligation de publier	4	4	100%	9	9	100%	6	6	100%	7	11	64%
- dont domaine d'application 3. chap. OMP, soit publié malgré l'absence d'obligation	5	9	56%	2	8	25%	2	5	40%	2	13	15%

Controlling des achats Set de reporting pour l'année 2020 – Adm. féd.

	2017			2018			2019			2020		
Assurance de la qualité des adjudications de gré à gré en dessus de la valeur seuil OMC	Nombre d'adjudications avec "Oui"	Nombre d'adjudications total	Part de "oui"	Nombre d'adjudications avec "Oui"	Nombre d'adjudications total	Part de "oui"	Nombre d'adjudications avec "Oui"	Nombre d'adjudications total	Part de "oui"	Nombre d'adjudications avec "Oui"	Nombre d'adjudications total	Part de "oui"
DFJP												
Volume des prestations resp. cahier des charges défini ?	4	5	80%	1	1	100%	4	4	100%	4	4	100%
Réflexions économiques documentées ?	5	5	100%	1	1	100%	4	4	100%	4	4	100%
Procédure de gré à gré motivée par écrit ?	5	5	100%	1	1	100%	4	4	100%	4	4	100%
Motifs invoqués examinés et documentés d'un point de vue juridique ?	5	5	100%	1	1	100%	4	4	100%	4	4	100%
Adjudication publiée sur SIMAP ?	3	5	60%	-	1	0%	2	4	50%	2	4	50%
- dont domaine d'application LMC, soit obligation de publier	3	3	100%	-	-	-	2	2	100%	2	2	100%
- dont domaine d'application 3. chap. OMP, soit publié malgré l'absence d'obligation	-	2	0%	-	1	0%	-	2	0%	-	2	0%
DDPS												
Volume des prestations resp. cahier des charges défini ?	110	110	100%	83	83	100%	213	252	85%	304	304	100%
Réflexions économiques documentées ?	108	110	98%	79	83	95%	225	252	89%	304	304	100%
Procédure de gré à gré motivée par écrit ?	106	110	96%	80	83	96%	246	252	98%	303	304	100%
Motifs invoqués examinés et documentés d'un point de vue juridique ?	107	110	97%	80	83	96%	247	252	98%	303	304	100%
Adjudication publiée sur SIMAP ?	36	110	33%	25	83	30%	34	252	13%	35	304	12%
- dont domaine d'application LMC, soit obligation de publier	33	35	94%	24	24	100%	33	51	65%	31	31	100%
- dont domaine d'application 3. chap. OMP, soit publié malgré l'absence d'obligation	3	75	4%	1	59	2%	1	201	0%	4	273	1%
DFF												
Volume des prestations resp. cahier des charges défini ?	29	30	97%	64	68	94%	55	55	100%	81	82	99%
Réflexions économiques documentées ?	29	30	97%	66	68	97%	55	55	100%	82	82	100%
Procédure de gré à gré motivée par écrit ?	28	30	93%	68	68	100%	55	55	100%	82	82	100%
Motifs invoqués examinés et documentés d'un point de vue juridique ?	28	30	93%	67	68	99%	55	55	100%	81	82	99%
Adjudication publiée sur SIMAP ?	27	30	90%	62	68	91%	51	55	93%	74	82	90%
- dont domaine d'application LMC, soit obligation de publier	26	28	93%	59	59	100%	49	51	96%	74	74	100%
- dont domaine d'application 3. chap. OMP, soit publié malgré l'absence d'obligation	1	2	50%	3	9	33%	2	4	50%	-	8	0%
DEFR												
Volume des prestations resp. cahier des charges défini ?	8	9	89%	7	8	88%	9	9	100%	6	6	100%
Réflexions économiques documentées ?	8	9	89%	8	8	100%	9	9	100%	6	6	100%
Procédure de gré à gré motivée par écrit ?	9	9	100%	7	8	88%	9	9	100%	6	6	100%
Motifs invoqués examinés et documentés d'un point de vue juridique ?	8	9	89%	7	8	88%	9	9	100%	6	6	100%
Adjudication publiée sur SIMAP ?	2	9	22%	3	8	38%	3	9	33%	3	6	50%
- dont domaine d'application LMC, soit obligation de publier	2	2	100%	3	5	60%	1	1	100%	2	2	100%
- dont domaine d'application 3. chap. OMP, soit publié malgré l'absence d'obligation	-	7	0%	-	3	0%	2	8	25%	1	4	25%
DETEC												
Volume des prestations resp. cahier des charges défini ?	102	108	94%	106	110	96%	129	129	100%	112	112	100%
Réflexions économiques documentées ?	108	108	100%	109	110	99%	129	129	100%	112	112	100%
Procédure de gré à gré motivée par écrit ?	96	108	89%	92	110	84%	127	129	98%	112	112	100%
Motifs invoqués examinés et documentés d'un point de vue juridique ?	95	108	88%	91	110	83%	128	129	99%	112	112	100%
Adjudication publiée sur SIMAP ?	85	108	79%	87	110	79%	124	129	96%	104	112	93%
- dont domaine d'application LMC, soit obligation de publier	80	97	82%	84	106	79%	120	123	98%	103	109	94%
- dont domaine d'application 3. chap. OMP, soit publié malgré l'absence d'obligation	5	11	45%	3	4	75%	4	6	67%	1	3	33%

6.5.3 Contrats de la GCo adm. féd. par procédure d'adjudication

Volume des contrats en l'000 CHF et en %

	2017		2018		2019		2020	
Procédure d'adjudication	Volume des contrats	Part	Volume des contrats	Part	Volume des contrats	Part	Volume des contrats	Part
Total adm. féd.	4'001'003	100%	4'041'234	100%	4'359'722	100%	7'318'930	100%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (ouverte, sélective, invitation seul. DDPS)	1'768'066	44%	1'583'984	39%	2'094'950	48%	3'574'223	49%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	1'141'164	29%	1'463'072	36%	1'209'932	28%	2'649'564	36%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (invitation, dans de rares cas ouverte ou sélective)	354'661	9%	272'161	7%	300'634	7%	303'027	4%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	737'111	18%	722'017	18%	754'205	17%	792'115	11%
Parl, CF, ChF	38'693	100%	20'937	100%	25'586	100%	58'522	100%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (ouverte, sélective)	21'217	55%	14'032	67%	11'340	44%	29'191	50%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	8'606	22%	481	2%	8'138	32%	20'727	35%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (invitation, dans de rares cas ouverte ou sélective)	5'262	14%	1'786	9%	866	3%	1'457	2%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	3'607	9%	4'638	22%	5'243	20%	7'147	12%
DFAE	230'641	100%	260'942	100%	232'910	100%	204'939	100%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (ouverte, sélective)	59'054	26%	59'647	23%	70'785	30%	62'032	30%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	110'249	48%	134'592	52%	100'171	43%	89'372	44%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (invitation, dans de rares cas ouverte ou sélective)	15'413	7%	20'906	8%	19'365	8%	15'657	8%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	45'925	20%	45'796	18%	42'589	18%	37'878	18%
DFI	146'546	100%	135'050	100%	152'901	100%	198'817	100%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (ouverte, sélective)	68'135	46%	66'100	49%	65'909	43%	73'353	37%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	17'044	12%	16'228	12%	34'411	23%	64'640	33%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (invitation, dans de rares cas ouverte ou sélective)	20'870	14%	16'523	12%	15'850	10%	14'622	7%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	40'497	28%	36'198	27%	36'731	24%	46'202	23%
DFJP	158'736	100%	108'534	100%	231'444	100%	1'083'968	100%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (ouverte, sélective)	128'569	81%	80'984	75%	114'699	50%	1'007'597	93%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	7'989	5%	6'893	6%	92'265	40%	57'988	5%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (invitation, dans de rares cas ouverte ou sélective)	5'922	4%	5'991	6%	3'909	2%	3'659	0%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	16'257	10%	14'667	14%	20'571	9%	14'725	1%
DDPS	2'297'945	100%	2'238'399	100%	2'455'404	100%	3'867'359	100%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (ouverte, sélective, sur invitation)	885'031	39%	640'022	29%	1'145'232	47%	1'306'154	34%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	858'547	37%	1'143'051	51%	748'604	30%	1'960'819	51%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (invitation, dans de rares cas ouverte ou sélective)	187'076	8%	101'314	5%	173'301	7%	183'625	5%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	367'292	16%	354'012	16%	388'267	16%	416'761	11%
DFF	787'866	100%	812'920	100%	924'359	100%	1'435'585	100%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (ouverte, sélective)	429'109	54%	419'077	52%	522'570	57%	782'498	55%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	93'102	12%	110'199	14%	165'197	18%	409'065	28%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (invitation, dans de rares cas ouverte ou sélective)	97'665	12%	102'892	13%	65'063	7%	61'433	4%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	167'990	21%	180'751	22%	171'530	19%	182'590	13%
DEFR	136'840	100%	302'266	100%	158'475	100%	229'914	100%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (ouverte, sélective)	74'582	55%	241'996	80%	71'982	45%	162'966	71%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	14'016	10%	21'890	7%	39'949	25%	20'123	9%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (invitation, dans de rares cas ouverte ou sélective)	8'480	6%	10'447	3%	9'791	6%	8'910	4%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	39'762	29%	27'933	9%	36'753	23%	37'915	16%
DETEC	203'735	100%	162'187	100%	178'642	100%	239'826	100%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (ouverte, sélective)	102'369	50%	62'125	38%	92'434	52%	150'433	63%
Adjudication en dessus de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	31'610	16%	29'737	18%	21'198	12%	26'831	11%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure concurrentielle (invitation, dans de rares cas ouverte ou sélective)	13'974	7%	12'302	8%	12'488	7%	13'664	6%
Adjudication en dessous de la valeur seuil OMC, procédure de gré à gré	55'782	27%	58'023	36%	52'522	29%	48'898	20%

La distinction entre «en dessus de la valeur seuil OMC» et «en dessous de la valeur seuil OMC» s'appuie sur l'indication correspondante dans la GCo adm. féd.

6.5.4 Contrats de la GCo adm. féd. selon la justification des procédures de gré à gré

Volume des contrats en 1'000 CHF et en %

	2017		2018		2019		2020	
Justification des procédures de gré à gré	Volume des contrats	Part	Volume des contrats	Part	Volume des contrats	Part	Volume des contrats	Part
Total adm. féd.	1'878'275	100.0%	2'185'090	100.0%	1'964'138	100.0%	3'441'679	100.0%
LMP 3.1 a: institutions	11'082	0.6%	6'373	0.3%	2'667	0.1%	6'092	0.2%
LMP 3.1 b: programmes agricoles et aide alimentaire	1'621	0.1%	2'638	0.1%	796	0.0%	1'804	0.1%
LMP 3.1 c: traités internationaux	36'212	1.9%	61'206	2.8%	32'439	1.7%	37'320	1.1%
LMP 3.1 d: organisations internationales	2'089	0.1%	389	0.0%	445	0.0%	3'526	0.1%
LMP 3.1 e: armes, munitions, matériel de guerre	9'380	0.5%	12'928	0.6%	18'959	1.0%	17'265	0.5%
LMP 3.2 a: bonnes mœurs, ordre et sécurité publique	36'633	2.0%	75'766	3.5%	53'912	2.7%	65'711	1.9%
LMP 3.2 b: protection de la santé et de la vie	14'840	0.8%	4'385	0.2%	2'685	0.1%	424'254	12.3%
LMP 3.2 c: propriété intellectuelle	163	0.0%	2'835	0.1%	1'261	0.1%	4'441	0.1%
OMP 13 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	5'417	0.3%	11'321	0.5%	101'424	5.2%	14'716	0.4%
LMP rév. 21.2 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	-	-	-	-	-	-	593	0.0%
OMP 13 b: absence d'offre ou offres concertées	1'527	0.1%	1'745	0.1%	3'041	0.2%	2'000	0.1%
LMP rév. 21.2 b: indices d'accord illicite affectant la concurrence	-	-	-	-	-	-	0	0.0%
OMP 13 c: absence de solution de rechange adaptée	463'540	24.7%	630'252	28.8%	521'491	26.6%	1'492'658	43.4%
LMP rév. 21.2 c: absence de solution de rechange adaptée	-	-	-	-	-	-	983	0.0%
OMP 13 d: urgence	8'131	0.4%	12'691	0.6%	21'205	1.1%	75'000	2.2%
LMP rév. 21.2 d: urgence	-	-	-	-	-	-	247	0.0%
OMP 13 e: travaux de construction supplémentaires	139	0.0%	762	0.0%	-	-	466	0.0%
OMP 13 f: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	510'586	27.2%	638'796	29.2%	466'925	23.8%	419'062	12.2%
LMP rév. 21.2 e: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	-	-	-	-	-	-	6'347	0.2%
OMP 13 g: prototypes	13'433	0.7%	17'566	0.8%	16'023	0.8%	17'958	0.5%
LMP rév. 21.2 f: prototypes	-	-	-	-	-	-	9	0.0%
OMP 13 h: marché de construction lié à un marché de base similaire	1'064	0.1%	14	0.0%	322	0.0%	1'443	0.0%
OMP 13 i: marché de produits de base	1	0.0%	20	0.0%	97	0.0%	49'834	1.4%
OMP 13 k: prix très avantageux, liquidations	1'044	0.1%	143	0.0%	11'369	0.6%	132	0.0%
OMP 13 l: planification subséquente ou coordination au lauréat	175	0.0%	1'294	0.1%	4'455	0.2%	7'889	0.2%
OMP 36.2 b: marché de construction ou de services < CHF 150'000.-	490'099	26.1%	456'962	20.9%	502'066	25.6%	533'599	15.5%
OMP 36.2 c: marché de fournitures < CHF 50'000.-	123'948	6.6%	119'948	5.5%	129'280	6.6%	128'959	3.7%
OMP 36.3: biens et services < CHF 50'000.-	19'119	1.0%	16'192	0.7%	12'920	0.7%	13'083	0.4%
LMP rév.: fournitures ou services < CHF 150'000	-	-	-	-	-	-	4'779	0.1%
LMP rév.: travaux de construction < CHF 300'000	-	-	-	-	-	-	1'779	0.1%
OMP 36.2 d: prestations complémentaires	119'902	6.4%	110'391	5.1%	59'927	3.1%	109'324	3.2%
Autres raisons	4'841	0.3%	257	0.0%	149	0.0%	175	0.0%
Pas attribué	3'286	0.2%	214	0.0%	278	0.0%	229	0.0%

Controlling des achats Set de reporting pour l'année 2020 – Adm. féd.

	2017		2018		2019		2020	
Volume des contrats en l'000 CHF et en %								
Justification des procédures de gré à gré	Volume des contrats	Part	Volume des contrats	Part	Volume des contrats	Part	Volume des contrats	Part
Parl, CF, CHF	12'214	100.0%	5'119	100.0%	13'381	100.0%	27'874	100.0%
LMP 3.1 a: institutions	-	-	-	-	-	-	35	0.1%
LMP 3.2 a: bonnes mœurs, ordre et sécurité publics	11	0.1%	-	-	-	-	-	-
OMP 13 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	-	-	-	-	2'113	15.8%	2'253	8.1%
OMP 13 c: absence de solution de rechange adaptée	8'595	70.4%	481	9.4%	5'933	44.3%	11'704	42.0%
OMP 13 d: urgence	-	-	-	-	-	-	6'785	24.3%
OMP 13 f: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	-	-	-	-	92	0.7%	-	-
OMP 36.2 b: marché de construction ou de services < CHF 150'000.-	3'309	27.1%	4'153	81.1%	3'750	28.0%	6'774	24.3%
OMP 36.2 c: marché de fournitures < CHF 50'000.-	212	1.7%	125	2.4%	329	2.5%	297	1.1%
OMP 36.3: biens et services < CHF 50'000.-	-	-	91	1.8%	46	0.3%	25	0.1%
OMP 36.2 d: prestations complémentaires	86	0.7%	268	5.2%	877	6.6%	-	-
Pas attribué	-	-	-	-	241	1.8%	-	-
DFAE	156'174	100.0%	180'388	100.0%	142'760	100.0%	127'250	100.0%
LMP 3.1 a: institutions	-	-	1'545	0.9%	130	0.1%	130	0.1%
LMP 3.1 b: programmes agricoles et aide alimentaire	282	0.2%	-	-	-	-	57	0.0%
LMP 3.1 c: traités internationaux	31'407	20.1%	45'469	25.2%	23'003	16.1%	27'124	21.3%
LMP 3.1 d: organisations internationales	100	0.1%	12	0.0%	40	0.0%	-	-
LMP 3.2 a: bonnes mœurs, ordre et sécurité publics	-	-	1'530	0.8%	-	-	354	0.3%
LMP 3.2 b: protection de la santé et de la vie	1'403	0.9%	2'165	1.2%	1'491	1.0%	1'773	1.4%
OMP 13 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	904	0.6%	299	0.2%	267	0.2%	562	0.4%
OMP 13 b: absence d'offre ou offres concertées	18	0.0%	895	0.5%	5	0.0%	-	-
OMP 13 c: absence de solution de rechange adaptée	8'250	5.3%	4'695	2.6%	10'709	7.5%	3'785	3.0%
OMP 13 d: urgence	649	0.4%	477	0.3%	915	0.6%	1'045	0.8%
OMP 13 f: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	59'910	38.4%	82'491	45.7%	66'749	46.8%	41'434	32.6%
OMP 13 h: marché de construction lié à un marché de base similaire	-	-	-	-	42	0.0%	-	-
OMP 13 i: marché de produits de base	-	-	-	-	26	0.0%	-	-
OMP 13 k: prix très avantageux, liquidations	101	0.1%	-	-	-	-	-	-
OMP 13 l: planification subséquente ou coordination au lauréat	169	0.1%	89	0.0%	246	0.2%	88	0.1%
OMP 36.2 b: marché de construction ou de services < CHF 150'000.-	39'531	25.3%	36'945	20.5%	36'071	25.3%	30'744	24.2%
OMP 36.2 c: marché de fournitures < CHF 50'000.-	2'419	1.5%	2'505	1.4%	2'422	1.7%	3'396	2.7%
OMP 36.3: biens et services < CHF 50'000.-	1'280	0.8%	596	0.3%	479	0.3%	407	0.3%
OMP 36.2 d: prestations complémentaires	1'626	1.0%	211	0.1%	4	0.0%	310	0.2%
Autres raisons	4'841	3.1%	257	0.1%	149	0.1%	49	0.0%
Pas attribué	3'286	2.1%	208	0.1%	11	0.0%	-	-

	2017		2018		2019		2020	
Volume des contrats en l'000 CHF et en %								
Justification des procédures de gré à gré	les contrats	Part	Volume des contrats	Part	Volume des contrats	Part	Volume des contrats	Part
DFI	57'541	100.0%	52'426	100.0%	71'142	100.0%	110'842	100.0%
LMP 3.1 a: institutions	1'284	2.2%	91	0.2%	-	-	824	0.7%
LMP 3.1 b: programmes agricoles et aide alimentaire	7	0.0%	-	-	-	-	535	0.5%
LMP 3.1 c: traités internationaux	2'189	3.8%	372	0.7%	6'259	8.8%	90	0.1%
LMP 3.1 d: organisations internationales	830	1.4%	13	0.0%	-	-	-	-
OMP 13 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	59	0.1%	2'227	4.2%	1'281	1.8%	1'582	1.4%
LMP rév. 21.2 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	-	-	-	-	-	-	579	0.5%
OMP 13 b: absence d'offre ou offres concertées	267	0.5%	-	-	-	-	-	-
OMP 13 c: absence de solution de rechange adaptée	16'836	29.3%	17'103	32.6%	30'260	42.5%	28'601	25.8%
OMP 13 d: urgence	-	-	-	-	7	0.0%	39'178	35.3%
OMP 13 d: urgence	-	-	-	-	-	-	247	0.2%
OMP 13 f: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	282	0.5%	-	-	-	-	491	0.4%
LMP rév. 21.2 e: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	-	-	-	-	-	-	121	0.1%
OMP 36.2 b: marché de construction ou de services < CHF 150'000.-	30'309	52.7%	27'332	52.1%	29'865	42.0%	33'996	30.7%
OMP 36.2 c: marché de fournitures < CHF 50'000.-	2'994	5.2%	2'406	4.6%	2'869	4.0%	3'615	3.3%
OMP 36.3: biens et services < CHF 50'000.-	2'392	4.2%	2'433	4.6%	371	0.5%	400	0.4%
LMP rév.: fournitures ou services < CHF 150'000	-	-	-	-	-	-	347	0.3%
OMP 36.2 d: prestations complémentaires	92	0.2%	449	0.9%	231	0.3%	108	0.1%
Autres raisons	-	-	-	-	-	-	126	0.1%
DFJP	24'246	100.0%	21'559	100.0%	112'836	100.0%	72'713	100.0%
LMP 3.1 a: institutions	-	-	220	1.0%	10	0.0%	-	-
LMP 3.1 c: traités internationaux	27	0.1%	115	0.5%	-	-	-	-
LMP 3.1 d: organisations internationales	-	-	193	0.9%	266	0.2%	-	-
LMP 3.2 a: bonnes mœurs, ordre et sécurité publics	1'399	5.8%	450	2.1%	525	0.5%	1'927	2.7%
LMP 3.2 c: propriété intellectuelle	-	-	-	-	57	0.1%	-	-
OMP 13 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	479	2.0%	1'181	5.5%	81'770	72.5%	130	0.2%
OMP 13 c: absence de solution de rechange adaptée	6'159	25.4%	2'768	12.8%	12'662	11.2%	56'588	77.8%
OMP 13 d: urgence	-	-	3'563	16.5%	-	-	-	-
OMP 13 f: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	1'700	7.0%	-	-	224	0.2%	1'002	1.4%
OMP 13 g: prototypes	-	-	-	-	-	-	1	0.0%
OMP 36.2 b: marché de construction ou de services < CHF 150'000.-	13'445	55.5%	11'960	55.5%	12'558	11.1%	10'057	13.8%
OMP 36.2 c: marché de fournitures < CHF 50'000.-	340	1.4%	211	1.0%	3'421	3.0%	2'323	3.2%
OMP 36.3: biens et services < CHF 50'000.-	698	2.9%	898	4.2%	788	0.7%	533	0.7%
OMP 36.2 d: prestations complémentaires	-	-	-	-	555	0.5%	152	0.2%

Controlling des achats Set de reporting pour l'année 2020 – Adm. féd.

	2017		2018		2019		2020	
Volume des contrats en l'000 CHF et en %								
Justification des procédures de gré à gré	les contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats
DDPS	1'225'838	100.0%	1'497'062	100.0%	1'136'871	100.0%	2'377'580	100.0%
LMP 3.1 a: institutions	8'534	0.7%	2'906	0.2%	1'174	0.1%	3'820	0.2%
LMP 3.1 b: programmes agricoles et aide alimentaire	-	-	-	-	515	0.0%	997	0.0%
LMP 3.1 c: traités internationaux	668	0.1%	2'521	0.2%	954	0.1%	1'242	0.1%
LMP 3.1 d: organisations internationales	459	0.0%	-	-	121	0.0%	2'102	0.1%
LMP 3.1 e: armes, munitions, matériel de guerre	9'297	0.8%	12'922	0.9%	18'959	1.7%	17'265	0.7%
LMP 3.2 a: bonnes mœurs, ordre et sécurité publics	23'152	1.9%	72'453	4.8%	53'157	4.7%	61'434	2.6%
LMP 3.2 b: protection de la santé et de la vie	13'297	1.1%	2'218	0.1%	1'194	0.1%	405'791	17.1%
LMP 3.2 c: propriété intellectuelle	159	0.0%	2'534	0.2%	1'204	0.1%	4'370	0.2%
OMP 13 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	3'139	0.3%	1'977	0.1%	1'684	0.1%	309	0.0%
LMP rév. 21.2 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	-	-	-	-	-	-	14	0.0%
OMP 13 b: absence d'offre ou offres concertées	39	0.0%	753	0.1%	2'870	0.3%	1'999	0.1%
LMP rév. 21.2 b: indices d'accord illicite affectant la concurrence	-	-	-	-	-	-	0	0.0%
OMP 13 c: absence de solution de rechange adaptée	303'998	24.8%	456'153	30.5%	264'611	23.3%	966'925	40.7%
LMP rév. 21.2 c: absence de solution de rechange adaptée	-	-	-	-	-	-	859	0.0%
OMP 13 d: urgence	4'991	0.4%	4'685	0.3%	19'345	1.7%	17'329	0.7%
OMP 13 e: travaux de construction supplémentaires	110	0.0%	762	0.1%	-	-	466	0.0%
OMP 13 f: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	443'451	36.2%	545'070	36.4%	369'456	32.5%	359'510	15.1%
LMP rév. 21.2 e: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	-	-	-	-	-	-	6'225	0.3%
OMP 13 g: prototypes	2'030	0.2%	6'234	0.4%	15'809	1.4%	16'725	0.7%
LMP rév. 21.2 f: prototypes	-	-	-	-	-	-	9	0.0%
OMP 13 h: marché de construction lié à un marché de base similaire	371	0.0%	13	0.0%	280	0.0%	1'443	0.1%
OMP 13 i: marché de produits de base	-	-	-	-	70	0.0%	49'834	2.1%
OMP 13 k: prix très avantageux, liquidations	765	0.1%	141	0.0%	11'369	1.0%	-	-
OMP 13 l: planification subséquente ou coordination au lauréat	-	-	222	0.0%	230	0.0%	1'045	0.0%
OMP 36.2 b: marché de construction ou de services < CHF 150'000.-	205'461	16.8%	193'715	12.9%	228'900	20.1%	256'718	10.8%
OMP 36.2 c: marché de fournitures < CHF 50'000.-	79'145	6.5%	75'175	5.0%	79'951	7.0%	79'976	3.4%
OMP 36.3: biens et services < CHF 50'000.-	11'149	0.9%	8'974	0.6%	8'923	0.8%	8'695	0.4%
LMP rév.: fournitures ou services < CHF 150'000	-	-	-	-	-	-	4'207	0.2%
LMP rév.: travaux de construction < CHF 300'000	-	-	-	-	-	-	1'699	0.1%
OMP 36.2 d: prestations complémentaires	115'624	9.4%	107'273	7.2%	56'094	4.9%	106'359	4.5%
Pas attribué	-	-	-	-	-	-	211	0.0%
DFF	261'092	100.0%	290'950	100.0%	336'727	100.0%	591'654	100.0%
LMP 3.1 a: institutions	46	0.0%	190	0.1%	-	-	-	-
LMP 3.1 b: programmes agricoles et aide alimentaire	1090	0.4%	-	-	-	-	-	-
LMP 3.1 c: traités internationaux	255	0.1%	244	0.1%	363	0.1%	412	0.1%
LMP 3.1 d: organisations internationales	-	-	34	0.0%	-	-	24	0.0%
LMP 3.1 e: armes, munitions, matériel de guerre	83	0.0%	-	-	-	-	-	-
LMP 3.2 a: bonnes mœurs, ordre et sécurité publics	11'846	4.5%	1'237	0.4%	230	0.1%	1'995	0.3%
LMP 3.2 b: protection de la santé et de la vie	-	-	2	0.0%	1	0.0%	3	0.0%
LMP 3.2 c: propriété intellectuelle	-	-	33	0.0%	-	-	71	0.0%
OMP 13 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	95	0.0%	4'308	1.5%	14'051	4.2%	9'429	1.6%
OMP 13 b: absence d'offre ou offres concertées	1070	0.4%	87	0.0%	-	-	-	-
OMP 13 c: absence de solution de rechange adaptée	81'275	31.1%	121'808	41.9%	139'209	41.3%	389'905	65.9%
LMP rév. 21.2 c: absence de solution de rechange adaptée	-	-	-	-	-	-	124	0.0%
OMP 13 d: urgence	622	0.2%	255	0.1%	410	0.1%	9'164	1.5%
OMP 13 f: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	3'929	1.5%	4'283	1.5%	25'188	7.5%	11'961	2.0%
OMP 13 g: prototypes	0	0.0%	192	0.1%	71	0.0%	-	-
OMP 13 h: marché de construction lié à un marché de base similaire	693	0.3%	1	0.0%	-	-	-	-
OMP 13 i: marché de produits de base	1	0.0%	2	0.0%	-	-	-	-
OMP 13 k: prix très avantageux, liquidations	178	0.1%	-	-	-	-	-	-
OMP 13 l: planification subséquente ou coordination au lauréat	6	0.0%	728	0.3%	3'979	1.2%	6'756	1.1%
OMP 36.2 b: marché de construction ou de services < CHF 150'000.-	121'812	46.7%	116'882	40.2%	122'671	36.4%	128'990	21.8%
OMP 36.2 c: marché de fournitures < CHF 50'000.-	32'833	12.6%	36'156	12.4%	27'827	8.3%	29'240	4.9%
OMP 36.3: biens et services < CHF 50'000.-	3'311	1.3%	2'901	1.0%	1'907	0.6%	2'434	0.4%
LMP rév.: fournitures ou services < CHF 150'000	-	-	-	-	-	-	163	0.0%
LMP rév.: travaux de construction < CHF 300'000	-	-	-	-	-	-	80	0.0%
OMP 36.2 d: prestations complémentaires	1'947	0.7%	1'601	0.6%	795	0.2%	884	0.1%
Pas attribué	-	-	6	0.0%	26	0.0%	18	0.0%

	2017		2018		2019		2020	
Volume des contrats en l'000 CHF et en %								
Justification des procédures de gré à gré	les contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats	Part lume des contrats
DEFR	53'778	100.0%	49'823	100.0%	76'701	100.0%	58'038	100.0%
LMP 3.1 a: institutions	130	0.2%	-	-	-	-	-	-
LMP 3.1 c: traités internationaux	-	-	11'845	23.8%	1'440	1.9%	6'900	11.9%
LMP 3.1 d: organisations internationales	700	1.3%	90	0.2%	-	-	-	-
LMP 3.2 a: bonnes mœurs, ordre et sécurité publics	225	0.4%	-	-	-	-	-	-
LMP 3.2 b: protection de la santé et de la vie	-	-	-	-	-	-	675	1.2%
LMP 3.2 c: propriété intellectuelle	-	-	268	0.5%	-	-	-	-
OMP 13 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	223	0.4%	1'162	2.3%	-	-	65	0.1%
OMP 13 c: absence de solution de rechange adaptée	13'193	24.5%	6'864	13.8%	36'166	47.2%	9'805	16.9%
OMP 13 d: urgence	1'345	2.5%	3'201	6.4%	-	-	1'241	2.1%
OMP 13 f: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	239	0.4%	-	-	3'463	4.5%	4'560	7.9%
OMP 13 i: marché de produits de base	-	-	6	0.0%	-	-	-	-
OMP 13 l: planification subséquente ou coordination au lauréat	-	-	255	0.5%	-	-	-	-
OMP 36.2 b: marché de construction ou de services < CHF 150'000.-	32'695	60.8%	22'797	45.8%	23'689	30.9%	25'456	43.9%
OMP 36.2 c: marché de fournitures < CHF 50'000.-	4'881	9.1%	3'092	6.2%	11'074	14.4%	8'402	14.5%
OMP 36.3: biens et services < CHF 50'000.-	146	0.3%	242	0.5%	213	0.3%	167	0.3%
LMP rév.: fournitures ou services < CHF 150'000	-	-	-	-	-	-	55	0.1%
OMP 36.2 d: prestations complémentaires	0	0.0%	-	-	657	0.9%	712	1.2%
DETEC	87'392	100.0%	87'761	100.0%	73'720	100.0%	75'729	100.0%
LMP 3.1 a: institutions	1'087	1.2%	1'421	1.6%	1'354	1.8%	1'282	1.7%
LMP 3.1 b: programmes agricoles et aide alimentaire	243	0.3%	2'638	3.0%	281	0.4%	214	0.3%
LMP 3.1 c: traités internationaux	1'665	1.9%	640	0.7%	420	0.6%	1'552	2.0%
LMP 3.1 d: organisations internationales	-	-	47	0.1%	18	0.0%	1'400	1.8%
LMP 3.1 e: armes, munitions, matériel de guerre	-	-	6	0.0%	-	-	-	-
LMP 3.2 a: bonnes mœurs, ordre et sécurité publics	-	-	95	0.1%	-	-	-	-
LMP 3.2 b: protection de la santé et de la vie	140	0.2%	-	-	-	-	22	0.0%
LMP 3.2 c: propriété intellectuelle	4	0.0%	-	-	-	-	-	-
OMP 13 a: absence d'offre ou absence d'offre appropriée	518	0.6%	166	0.2%	259	0.4%	385	0.5%
OMP 13 b: absence d'offre ou offres concertées	133	0.2%	10	0.0%	165	0.2%	1	0.0%
OMP 13 c: absence de solution de rechange adaptée	25'235	28.9%	20'020	22.8%	21'941	29.8%	25'346	33.5%
OMP 13 d: urgence	525	0.6%	511	0.6%	528	0.7%	257	0.3%
OMP 13 e: travaux de construction supplémentaires	30	0.0%	-	-	-	-	-	-
OMP 13 f: marché subséquent (remplacement, complètement, accroissement)	1'076	1.2%	6'952	7.9%	1'753	2.4%	104	0.1%
OMP 13 g: prototypes	11'403	13.0%	11'139	12.7%	143	0.2%	1'232	1.6%
OMP 13 i: marché de produits de base	-	-	11	0.0%	-	-	-	-
OMP 13 k: prix très avantageux, liquidations	-	-	2	0.0%	-	-	132	0.2%
OMP 36.2 b: marché de construction ou de services < CHF 150'000.-	43'537	49.8%	43'178	49.2%	44'563	60.4%	40'863	54.0%
OMP 36.2 c: marché de fournitures < CHF 50'000.-	1'124	1.3%	278	0.3%	1'387	1.9%	1'711	2.3%
OMP 36.3: biens et services < CHF 50'000.-	144	0.2%	56	0.1%	194	0.3%	421	0.6%
LMP rév.: fournitures ou services < CHF 150'000	-	-	-	-	-	-	7	0.0%
OMP 36.2 d: prestations complémentaires	527	0.6%	590	0.7%	714	1.0%	800	1.1%

6.6 Analyse portant sur les fournisseurs

6.6.1 Paiements pour des acquisitions: les cinq principaux fournisseurs sur le plan du chiffre d'affaires, par domaine d'acquisition

Construction

Fournisseurs dont le chiffre d'affaires auprès de l'adm. féd. est le plus élevé par domaine d'achat, paiements pour des acquisitions 2020 en 1'000 CHF

Créancier/fournisseur	canton	pays	1'000 CHF
480138163 Anliker AG Bauunternehmung	LU	CH	101'691
480405380 Frutiger AG	BE	CH	78'813
486884997 Implenla Schweiz AG Tunnelling & Civil Engineering, Zürich	ZH	CH	75'715
483255626 Marti Tunnel AG	BE	CH	57'051
482531290 Marti Gesamtleistungen AG	BE	CH	46'687
autres fournisseurs			2'338'051
Total			2'698'008

Biens

Créancier/fournisseur	Kanton	Land	1'000 CHF
355817701 Bae Systems Hägglunds AB	#	SE	136'884
480213412 General Dynamics European Land Systems - Mowag GmbH	TG	CH	123'579
485582589 RUAG Schweiz AG	LU	CH	78'935
481425437 Mercedes-Benz Schweiz AG	ZH	CH	75'823
482386989 RUAG Ammotec AG	BE	CH	75'437
autres fournisseurs			1'576'929
Total			2'067'587

TIC

Créancier/fournisseur	canton	pays	1'000 CHF
480014468 Swisscom (Schweiz) AG	BE	CH	136'804
486725711 RUAG Schweiz AG	BE	CH	120'866
532269094 ELBIT SYSTEMS C4I AND CYBER LTD	#	IL	104'857
483248357 Atos AG	ZH	CH	62'396
600008999 ELTA SYSTEMS LTD	#	IL	36'435
autres fournisseurs			976'839
Total			1'438'197

Services (TIC et conseil excl.)

Fournisseurs dont le chiffre d'affaires auprès de l'adm. féd. est le plus élevé par domaine d'achat, paiements pour des acquisitions 2020 en 1'000 CHF

Créancier/fournisseur	canton	pays	1'000 CHF
485582589 RUAG Schweiz AG	LU	CH	33'397
480796713 Swisscontact, Schweiz. Stiftung für techn. Entwicklungszusammenarbeit	ZH	CH	31'069
485591726 Asyl-Organisation Zürich (AOZ)	ZH	CH	25'480
487858045 ORS SERVICE AG	ZH	CH	24'739
486604494 Post CH AG, Bern	BE	CH	21'649
autres fournisseurs			603'575
Total			739'910

Conseil

Créancier/fournisseur	canton	pays	1'000 CHF
484696919 BERNEXPO AG	BE	CH	4'649
484462296 Deloitte Consulting AG	ZH	CH	3'213
485983308 EBP Schweiz AG	ZH	CH	2'827
480945877 AWK Group AG, Zürich	ZH	CH	2'652
486042286 educa.ch	BE	CH	2'610
autres fournisseurs			153'351
Total			169'302

Non classable

Créancier/fournisseur	canton	pays	1'000 CHF
480924802 Valcambi SA	TI	CH	3'586
480196679 Kappeler Verpackungs-Systeme AG	BE	CH	2'926
689461361 Poongsan Corporation	#	KR	2'478
482173783 IVF HARTMANN AG	SH	CH	2'099
671764201 SWISSSIAM TRADING COMPANY LIMITED	#	TH	1'093
autres fournisseurs			36'527
Total			48'710

6.6.2 Paiements pour des acquisitions: les 40 principaux fournisseurs sur le plan du chiffre d'affaires

Paiements pour des acquisitions 2020 en 1'000 CHF

Créancier/fournisseur	Canton	Pays	1'000 CHF
486725711 RUAG Schweiz AG	BE	CH	157'800
480014468 Swisscom (Schweiz) AG	BE	CH	143'291
355817701 Bae Systems Hägglunds AB	#	SE	136'884
480213412 General Dynamics European Land Systems - Mowag GmbH	TG	CH	124'118
485582589 RUAG Schweiz AG	LU	CH	113'616
532269094 ELBIT SYSTEMS C4I AND CYBER LTD	#	IL	105'321
480138163 Anliker AG Bauunternehmung	LU	CH	101'691
480405380 Frutiger AG	BE	CH	78'932
481425437 Mercedes-Benz Schweiz AG	ZH	CH	76'161
486884997 Implenia Schweiz AG Tunnelling & Civil Engineering, Zürich	ZH	CH	75'715
482386989 RUAG Ammotec AG	BE	CH	75'525
480542497 Hamilton Bonaduz AG	GR	CH	67'770
483248357 Atos AG	ZH	CH	63'136
671764201 SWISSSIAM TRADING COMPANY LIMITED	#	TH	61'786
483255626 Marti Tunnel AG	BE	CH	57'051
482531290 Marti Gesamtleistungen AG	BE	CH	46'687
480057413 Mancini & Marti SA	TI	CH	45'638
480853084 Securitas AG Schweizerische Bewachungsgesellschaft	BE	CH	44'923
484972658 Marti AG, Bauunternehmung	ZH	CH	44'272
315619072 Iveco Magirus AG	#	DE	43'312
480269000 Marti Bauunternehmung AG Luzern	LU	CH	42'675
481833460 saltech AG	SO	CH	41'346
480936165 Global IT AG	ZH	CH	41'159
486941300 RUAG Schweiz AG RUAG Defence	BE	CH	39'401
480599559 BTP Services S.A.	NE	CH	37'058
600008999 ELTA SYSTEMS LTD	#	IL	36'435
480073519 Weibel AG, Bern	BE	CH	33'957
480024384 Thales Suisse SA	ZH	CH	33'102
482312840 Microsoft Schweiz GmbH	ZH	CH	32'179
480796713 Swisscontact, Schweiz. Stiftung für techn. Entwicklungszusammenarbeit	ZH	CH	31'119
480493014 csc costruzioni sa	TI	CH	30'678
480745764 BUSINESS IT AG	BS	CH	30'384
480398479 Anel AG	BE	CH	29'367
480034207 Weibel AG, Châtel-St-Denis	FR	CH	28'391
482134587 swenex - swiss energy exchange Ltd	LU	CH	26'035
485591726 Asyl-Organisation Zürich (AOZ)	ZH	CH	25'498
485934322 MJ Steps GmbH	ZG	CH	24'985
487858045 ORS SERVICE AG	ZH	CH	24'739
253530414 Wescam Inc	#	CA	24'589
480946750 Toneatti AG Bilten	GL	CH	24'452
Résultat des 40 fournisseurs dont le chiffre d'affaires auprès de l'adm. féd. est le plus élevé			2'301'179
Total adm. féd. paiements pour des acquisitions 2020			7'161'713

6.6.3 Répartition géographique des fournisseurs

Cantons majoritairement germanophones

Année de paiement	2017	2018	2019	2020
canton	1'000 CHF	1'000 CHF	1'000 CHF	1'000 CHF
Total	4'229'804	4'109'708	4'545'481	5'207'505
Berne	1'551'087	1'383'874	1'549'222	1'697'416
Zürich	1'092'347	1'358'370	1'493'423	1'478'021
Lucerne	566'367	306'026	318'890	480'826
Argovie	183'811	207'737	155'088	168'494
Thurgovie	158'943	125'586	165'942	197'946
Bâle-Ville	86'782	91'914	100'288	237'065
Zoug	88'088	83'477	106'022	211'871
Grisons	84'217	86'529	119'292	184'769
Saint-Gall	96'677	103'888	137'536	135'774
Soleure	92'433	81'060	120'375	108'347
Bâle-Campagne	88'471	91'984	48'119	55'933
Nidwald	51'305	47'516	83'795	58'239
Uri	29'268	58'408	53'900	44'020
Schwyz	16'683	23'774	36'032	52'425
Glaris	16'359	25'333	21'179	36'323
Schaffhouse	9'828	15'092	16'645	33'288
Obwald	10'204	15'155	14'492	20'844
Appenzell Rhodes-Extérieures	6'485	3'494	4'323	5'297
Appenzell Rhodes-Intérieures	448	490	917	607

Pas attribué

Année de paiement	2017	2018	2019	2020
pays	1'000 CHF	1'000 CHF	1'000 CHF	1'000 CHF
Pas attribué	174'428	168'505	142'036	175'298

Cantons majoritairement francophones

Année de paiement	2017	2018	2019	2020
canton	1'000 CHF	1'000 CHF	1'000 CHF	1'000 CHF
Total	590'388	576'628	615'338	567'394
Vaud	178'233	188'969	153'528	155'468
Fribourg	133'303	135'262	174'987	144'626
Genève	149'060	107'821	134'195	114'090
Neuchâtel	56'492	75'897	98'186	84'623
Valais	41'663	45'747	39'627	43'090
Jura	31'636	22'931	14'814	25'498

Tessin

Année de paiement	2017	2018	2019	2020
canton	1'000 CHF	1'000 CHF	1'000 CHF	1'000 CHF
Tessin	206'076	243'426	246'709	325'129

Etranger

Année de paiement	2017	2018	2019	2020
pays	1'000 CHF	1'000 CHF	1'000 CHF	1'000 CHF
Total	486'629	453'263	559'032	886'386
Allemagne	200'579	197'577	265'976	209'389
Israël	58'162	47'562	53'280	157'724
Suède	53'919	24'213	19'433	160'670
États-Unis	22'316	31'284	32'081	68'574
France	24'298	38'337	50'076	41'158
Autriche	20'318	8'385	20'941	24'618
Royaume-Uni	27'298	16'783	12'487	15'786
Autres pays	79'739	89'123	104'758	208'468

97,6 % des paiements effectués à des créanciers de l'administration fédérale ont pu être attribués à un numéro DUNS à la fin 2020. Les 2,4 % restants sont affichés à la rubrique «Pas attribué».

6.7 Éléments frappants concernant les marchés subséquents de 2016 à 2019

Paielements pour des acquisitions en 1'000 CHF, catégorie "18 Services"

Fournisseurs analysés (Volume)	Total 2013 - 2016	Total 2014 - 2017	Total 2015 - 2018	Parl, CF, ChF	DFAE	DFI	DFJP	DDPS	DFF	DEFR	DETEC	Total 2016 - 2019
Total	3'061'421	3'159'028	3'457'588	77'243	580'804	419'358	432'120	631'858	574'612	451'831	526'790	3'694'616
sans élément frappant	2'699'078	2'796'537	3'148'108	64'775	547'249	367'600	399'822	589'218	552'584	425'528	459'285	3'406'060
avec élément frappant	362'343	362'490	309'480	12'467	33'556	51'758	32'298	42'641	22'027	26'304	67'505	288'556
La relation commerciale est ou sera mise au concours	40'350	43'767	28'801	153	2'662	16'748	231	6'593	1'989	11'788	261	40'424
La relation commerciale est ou sera terminée	82'032	76'506	89'338	191	6'384	10'903	21'165	3'009	4'496	6'567	8'448	61'163
La relation commerciale sera poursuivie, justification disponible	238'393	235'404	191'341	12'124	24'509	24'107	10'902	33'039	15'542	7'948	58'797	186'969
Pas d'appréciation sur la relation commerciale future, justification disponible	1'568	6'813	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Part sans élément frappant	88.16%	88.53%	91.05%	83.86%	94.22%	87.66%	92.53%	93.25%	96.17%	94.18%	87.19%	92.19%

StatPA: nombre de fournisseurs, catégorie "18 Services"

Fournisseurs analysés (Nombre)	Total 2013 - 2016	Total 2014 - 2017	Total 2015 - 2018	Parl, CF, ChF	DFAE	DFI	DFJP	DDPS	DFF	DEFR	DETEC	Total 2016 - 2019
Total	26'870	25'604	26'565	621	2'062	4'229	1'779	6'201	3'439	3'384	4'875	26'590
sans élément frappant	26'388	25'165	26'163	614	2'034	4'159	1'752	6'136	3'398	3'348	4'772	26'213
avec élément frappant	482	439	402	7	28	70	27	65	41	36	103	377
La relation commerciale est ou sera mise au concours	42	43	37	1	4	15	1	13	6	3	1	44
La relation commerciale est ou sera terminée	131	138	115	1	9	20	15	10	9	11	29	104
La relation commerciale sera poursuivie, justification disponible	307	243	250	5	15	35	11	42	26	22	73	229
Pas d'appréciation sur la relation commerciale future, justification disponible	2	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Part sans élément frappant	98.21%	98.29%	98.49%	98.87%	98.64%	98.34%	98.48%	98.95%	98.81%	98.94%	97.89%	98.58%

StatPA: nombre de fournisseurs, catégorie "18 Services"

Fournisseurs analysés (Nombre), entrées et sorties	2013 - 2016	2014 - 2017	2015 - 2018	Sorties	Entrées	2016 - 2019
Total	26'870	25'604	26'565			26'590
sans élément frappant	26'388	25'165	26'163			26'213
avec élément frappant	482	439	402	-151	126	377
Part sans élément frappant	98.21%	98.29%	98.49%			98.58%

6.8 Achats durables

6.8.1 Prise en compte de critères durables dans les appels d'offres OMC de 2020: biens et services

Évaluations du monitoring 2020 de la durabilité des achats	OFCL			armasuisse		
	N ^{bre} d'appels d'offres OMC avec «oui»	Total des appels d'offres OMC	Part des «oui»	N ^{bre} d'appels d'offres OMC avec «oui»	Total des appels d'offres OMC	Part des «oui»
Pour combien d'appels d'offres OMC un monitoring a-t-il été réalisé? (accompagnement par le service d'achat central)		14 (sur 33)			6 (sur 97)	
Une indication du pays d'origine des biens a-t-elle été demandée dans l'appel d'offres?	3	14	21 %	6	6	100 %
Critères économiques						
Les coûts du cycle de vie (coûts d'exploitation totaux) ont-ils été pris en compte?	4	14	29 %	6	6	100 %
Critères sociaux						
Le respect des dispositions relatives à la protection des travailleurs, des conditions de travail et de l'égalité de traitement entre femmes et hommes sur le plan salarial a-t-il été exigé des soumissionnaires qui exécutent leurs prestations en Suisse? (art. 8, al. 1, let. b et c, LMP)	14	14	100 %	6	6	100 %
Le respect des conventions fondamentales de l'OIT a-t-il été exigé des soumissionnaires qui exécutent leurs prestations à l'étranger? (art. 7, al. 2, OMP)	14	14	100 %	6	6	100 %
Le soumissionnaire a-t-il été informé du fait qu'il doit obliger les tiers auxquels il fait appel à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs, les conditions de travail ainsi que l'égalité de traitement sur le plan salarial? (art. 6, al. 1, let. b, OMP)	14	14	100 %	6	6	100 %
Critères écologiques						
Des critères écologiques ont-ils été formulés...	9	14	53 %	5	6	83 %
...par l'intermédiaire des critères d'aptitude?	2	9	22 %	2	5	40 %
...par l'intermédiaire de spécifications techniques qui définissent des exigences écologiques minimales?	3	9	33 %	4	5	80 %
...par l'intermédiaire des critères d'adjudication?	6	9	67 %	0	5	0 %
...moyennant une combinaison de spécifications techniques (en tant qu'exigences minimales) et de critères d'adjudication (meilleure évaluation de l'offre)?	1	9	11 %	0	5	0 %
Le soumissionnaire a-t-il fourni la preuve du respect des critères écologiques?	6	9	67 %	1	5	20 %
Les innovations relatives à l'efficacité des ressources ou aux énergies renouvelables ont-elles été encouragées dans le cadre de l'adjudication?	3	14	21 %	0	6	0 %

6.8.2 Prise en compte de critères durables dans les appels d'offres OMC de 2020: construction

	armasuisse Immobilier			OFROU			OFCL			Conseil des EPF		
Évaluations du monitoring de la durabilité des achats Bâtiment et génie civil: prestations de mandataire et concours	N ^{bre} d'appels d'offres OMC avec «oui»	Total des appels d'offres OMC	Part des «oui»	N ^{bre} d'appels d'offres OMC avec «oui»	Total des appels d'offres OMC	Part des «oui»	N ^{bre} d'appels d'offres OMC avec «oui»	Total des appels d'offres OMC	Part des «oui»	N ^{bre} d'appels d'offres OMC avec «oui»	Total des appels d'offres OMC	Part des «oui»
Critères économiques												
L'appel d'offres comprend-il des directives qui influent sur les coûts du cycle de vie de l'ouvrage?	6	7	86 %	160	160	100 %	14	14	100 %	2	2	100 %
Critères sociaux												
Le respect des dispositions sur la protection des travailleurs, des conditions de travail et de l'égalité de traitement entre femmes et hommes sur le plan salarial a-t-il été exigé du soumissionnaire et de ses sous-traitants?	7	7	100 %	160	160	100 %	14	14	100 %	2	2	100 %
L'appel d'offres exige-t-il le respect de normes concernant la santé ou le confort?	6	7	86 %	153	160	96 %	14	14	100 %	2	2	100 %
Critères écologiques												
L'appel d'offres exige-t-il le respect de normes environnementales?	7	7	100 %	141	160	88 %	14	14	100 %	2	2	100 %
	armasuisse Immobilier			OFROU			OFCL			Conseil des EPF		
Évaluations du monitoring de la durabilité des achats Bâtiment et génie civil: prestations de construction	N ^{bre} d'appels d'offres OMC avec «oui»	Total des appels d'offres OMC	Part des «oui»	N ^{bre} d'appels d'offres OMC avec «oui»	Total des appels d'offres OMC	Part des «oui»	N ^{bre} d'appels d'offres OMC avec «oui»	Total des appels d'offres OMC	Part des «oui»	N ^{bre} d'appels d'offres OMC avec «oui»	Total des appels d'offres OMC	Part des «oui»
Critères sociaux												
Le respect des dispositions sur la protection des travailleurs, des conditions de travail et de l'égalité de traitement entre femmes et hommes sur le plan salarial a-t-il été exigé du soumissionnaire et de ses sous-traitants?	55	55	100 %	105	105	100 %	51	51	100 %	11	11	100 %
L'appel d'offres exige-t-il le respect de normes concernant la santé ou le confort?	55	55	100 %	100	105	95 %	50	51	98 %	11	11	100 %
Critères écologiques												
L'appel d'offres exige-t-il le respect de normes environnementales?	55	55	100 %	91	105	87 %	50	51	98 %	11	11	100 %

6.9 Controlling des mesures

6.9.1 Degré d'application des mesures fédérales définies dans le set de reporting de l'année précédente

Mesure	Département	Déclaration au 31 mars 2021 (en %)	Remarques
La saisie exhaustive et correcte du champ «Compétence d'acquisition» doit être assurée (point 4 de l'annexe 3B de l'Org-OMP). Si nécessaire, il convient de sensibiliser le personnel aux directives de saisie.	Tous	Exhaustivité: 100 % Saisie correcte des données: 80 %	Le champ «Compétence d'acquisition» est saisi de manière exhaustive. Les relations saisies dans les données relatives aux contrats de 2020 comportent les éléments frappants suivants: Tout porte à croire que la catégorie «service demandeur» figure trop souvent dans le champ «Compétence d'acquisition», sachant que les relations avec les contrats-cadres ou les délégations n'ont pas été saisies de manière exhaustive. <i>Exemple 1:</i> Une délégation indique les catégories d'acquisitions pour lesquelles la compétence d'acquisition a été déléguée. Si les délégations existantes sont analysées, on relève : 1. La présence de commandes et contrats susceptibles d'être reliés à une délégation (à condition que la catégorie d'acquisitions correcte ait été indiquée). 2. La présence de liens erronés avec des commandes et contrats (à condition que la catégorie d'acquisitions correcte ait été indiquée). <i>Exemple 2:</i> Les relations avec les contrats-cadres n'ont pas encore été toutes saisies.

6.9.2 Degré d'application des mesures définies dans des sets de reporting précédents, mais non encore mises en œuvre

Il s'agit ici de la mesure fédérale définie en 2019 dans le set de reporting pour l'année 2018 (arrêté du Conseil fédéral du 20 septembre 2019). La déclaration des services demandeurs reflète la situation au 31 mars 2021.

Mesure	Département	Déclaration au 31 mars 2021 (en %)	Remarques
Il faut augmenter la part du rapport entre les adjudications et les contrats dans l'application Gestion des contrats. Il faut donc saisir dans la GCo adm. féd. une référence d'adjudication si possible pour toutes les procédures d'adjudication dépassant le seuil OMC. Indicateur (adm. féd. dans son ensemble): part supérieure à 95 % au 31 décembre 2022 au plus tard.	tous	Objectif atteint en 2020 Chiffre 2018: 31,4 % Chiffre 2020: 97,8 %	Les collaborateurs sont ponctuellement sensibilisés à l'importance de cette activité, afin que la quote-part correspondante demeure élevée.
	Parl, CF, ChF	Chiffre 2018: 90,9 % Chiffre 2020: 98,6 %	Objectif atteint en 2020
	DFAE	Chiffre 2018: 65,0 % Chiffre 2020: 100 %	Objectif atteint depuis 2019
	DFI	Chiffre 2018: 39,9 % Chiffre 2020: 99,3 %	Objectif atteint en 2020
	DFJP	Chiffre 2018: 45,7 % Chiffre 2020: 99,1 %	Objectif atteint en 2020
	DDPS	Chiffre 2018: 24,0 % Chiffre 2020: 99,1 %	Objectif atteint en 2020
	DFF	Chiffre 2018: 9,4 % Chiffre 2020: 92,5 %	
	DEFR	Chiffre 2018: 100 % Chiffre 2020: 100 %	Objectif atteint depuis 2018
	DETEC	Chiffre 2018: 72,2 % Chiffre 2020: 98,3 %	Objectif atteint depuis 2019

Il s'agit ici des mesures définies en 2019 dans le set de reporting pour l'année 2018 (arrêté du Conseil fédéral du 20 septembre 2019). La déclaration des services demandeurs reflète la situation au 31 mars 2021.

Unité administrative	Mesures	Déclaration	Remarques
AC	La qualité des données exigée concernant la saisie et la gestion des contrats doit être garantie et contrôlée périodiquement en ce qui concerne la procédure d'adjudication.	100 %	Le contrôle intervient une fois par an, lors de la clôture d'exercice où les données sont validées à l'intention de l'OFCL, dans l'optique du controlling des achats. Aucun élément frappant n'a été constaté en 2020.
MétéoSuisse	La qualité des données exigée concernant la saisie et la gestion des contrats doit être garantie et contrôlée périodiquement en ce qui concerne le champ d'application juridique et les fournisseurs.	85 %	Sur les commandes groupées «observateur météo», 15 nouvelles commandes ont été réalisées individuellement. Dans les centres régionaux, d'autres commandes groupées ont été divisées en contrats individuels. Les contrats actuels d'«observateur météo» n'atteignent pas un volume d'achat important.

Il s'agit ici de la mesure fédérale définie en 2018 dans le set de reporting pour l'année 2017 (arrêté du Conseil fédéral du 21 septembre 2018). La déclaration des services demandeurs reflète la situation au 31 mars 2021.

Mesure	Département	Déclaration au 31 mars 2021 (en %)	Remarques
Améliorer la qualité de la saisie des données dans l'application Gestion des contrats (réduction des paiements effectués pour des acquisitions sans contrat préalable dans le système de gestion des contrats) Indicateur: dans le système, le rapport entre les paiements effectués pour des acquisitions et les contrats GCo adm. féd. progresse d'au moins un point de pourcentage par an pour l'administration fédérale dans son ensemble (71 % en 2017; objectif visé à l'horizon 2023: 76 %).	tous	Chiffre 2017 (hors OFROU/Routes nationales): 89,8 % Chiffre 2018 (hors OFROU/Routes nationales): 91,1 % Chiffre 2019 (hors OFROU/Routes nationales): 92,9 % Chiffre 2020 (hors OFROU/Routes nationales): 84,5 % Objectif non atteint	Pour l'administration fédérale dans son ensemble, ce chiffre est actuellement de 65 % (cf. annexe 6.1.2). Le fait que la valeur cible de 76 % jusqu'en 2023 ne soit pas atteinte tient au fait que les projets de routes nationales sont développés via le système TdCost et ne seront pas transférés dans la GCo adm. féd. avant la suppression de TdCost.
	Parl, CF, ChF	Chiffre 2017: 75,4 % Chiffre 2020: 85,7 %	Amélioration supérieure à 5 %
	DFAE	Chiffre 2017: 75,9 % Chiffre 2020: 86,2 %	Amélioration supérieure à 5 %
	DFI	Chiffre 2017: 78,5 % Chiffre 2020: 85,1 %	Amélioration supérieure à 5 %
	DFJP	Chiffre 2017: 64,1 % Chiffre 2020: 82,1 %	Amélioration supérieure à 5 %
	DDPS	Chiffre 2017: 94,8 % Chiffre 2020: 80,8 %	Le recul est directement lié à l'augmentation des activités liées aux acquisitions de la Pharmacie de l'armée, dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Dans le passé, le processus de commande et les processus financiers de la Pharmacie de l'armée dépendaient de deux systèmes SAP distincts. D'où l'absence de tout lien direct, pour certaines opérations, entre les paiements effectués pour des acquisitions et les commandes (systèmes StatPA et SAP MM). Depuis le début de 2021, le système SAP de la Pharmacie de l'armée est intégré dans celui du groupement de la Défense.
	DFF	Chiffre 2017: 88,1 % Chiffre 2020: 96,8 %	Amélioration supérieure à 5 % et chiffres de 2019 et 2020 supérieurs au chiffre de 94,8 % visé au niveau fédéral
	WBF	Chiffre 2017: 82,9 % Chiffre 2020: 91,0 %	Amélioration supérieure à 5 %
	DETEC	Chiffre 2017 (hors OFROU/Routes nationales): 82,5 % Chiffre 2020 (hors OFROU/Routes nationales): 91,5 %	Amélioration supérieure à 5 %

Il s'agit ici des mesures définies en 2018 dans le set de reporting pour l'année 2017 (arrêté du Conseil fédéral du 21 septembre 2018). La déclaration des services demandeurs reflète la situation au 31 mars 2021.

Unité administrative	Mesures	Déclaration	Remarques
OFC	Il faut clarifier les compétences sur la base de la modification de l'Org-OMP pour les prestations d'agence et les travaux graphiques et étudier les possibilités de synergies avec l'OFCL, le service d'achat central compétent.	100 %	L'OFC collabore très étroitement avec l'OFCL depuis le 1 ^{er} janvier 2020. La direction et le domaine spécialisé ont été informés dans ce sens, et les processus adaptés (sous la conduite de la Communication). Seuls sont encore directement adjugés des contrats qui ont été clarifiés avec l'OFCL.

Il s'agit ici des mesures définies en 2017 dans le set de reporting pour l'année 2016 (arrêté du Conseil fédéral du 22 septembre 2017) qui ne présentaient pas encore un degré d'application de 100 % l'an dernier sont énumérées ci-après. La déclaration des services demandeurs reflète la situation au 31 mars 2021.

Unité administrative	Mesures	Déclaration	Remarques
swisstopo	18.1 Services de conseil généraux dans le domaine de compétence d'un office et honoraires: Il faut clarifier l'attribution de chaque marché à la catégorie d'acquisitions concernée et étudier les possibilités de synergies avec l'OFCL, le service d'achat central compétent.	100 %	Toutes les opérations d'acquisition concernées ont été discutées avec l'OFCL.

6.10 Mesures

6.10.1 Mesure générale

Unité administrative	Mesure
Toutes	La transparence exigée à l'art. 27 de l'Org-OMP doit être garantie pour les achats d'un montant de plus de 50 000 francs, notamment aussi lors d'augmentations de plafond des coûts accordées a posteriori, et ce au moyen d'une nouvelle publication.

7 Annexe 2: Liste des abréviations

Abréviation	Définition
Adm. féd.	Administration fédérale
ar	armasuisse, Office fédéral de l'armement
CA	Conférence des achats de la Confédération
CF	Conseil fédéral
ChF	Chancellerie fédérale
CSI-DFJP	Centre de services informatiques CSI du DFJP
CVC	Centrale des voyages de la Confédération
DDC	Direction du développement et de la coopération
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DEFR	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
DéFin	Délégation des finances des Chambres fédérales
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DFF	Département fédéral des finances
DFI	Département fédéral de l'intérieur
DFJP	Département fédéral de justice et police
DUNS	Data Universal Numbering System
EPF	École polytechnique fédérale
ESPRIT	Système de gestion des contrats du DFAE
GCo adm. féd.	Gestion des contrats de l'administration fédérale
GEVER	Gestion électronique des affaires
KBOB	Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics
LMP	Loi fédérale du 16 décembre 1994 sur les marchés publics (RS 172.056.1)
LMP rév.	Loi fédérale révisée du 21 juin 2019 sur les marchés publics (RS 172.056.1)
LTrans	Loi du 17 décembre 2004 sur le principe de la transparence dans l'administration (loi sur la transparence; RS 152.3)
M+R	Maintenance et réparations
MDA	Monitoring de la durabilité des achats
OFC	Office fédéral de la culture
OFCL	Office fédéral des constructions et de la logistique
OFPER	Office fédéral du personnel
OFROU	Office fédéral des routes
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMP	Ordonnance du 11 décembre 1995 sur les marchés publics (RS 172.056.11)
Org-OMP	Ordonnance du 24 octobre 2012 sur l'organisation des marchés publics de l'administration fédérale (RS 172.056.15)
PAP	Plateforme de connaissances sur les achats publics responsables
SCI	Services de la construction et des immeubles
SECO	Secrétariat d'État à l'économie
SEM	Secrétariat d'État aux migrations
SGNI	Société suisse pour un marché immobilier durable
SNBS	Standard de construction durable suisse

PARL	Services du Parlement
StatPA	Statistique des paiements effectués pour des acquisitions
swisstopo	Office fédéral de la topographie
Tdcost	Outil de gestion des coûts de construction de l'OFROU
TIC	Technologies de l'information et de la communication